

# ***l'Anti*capitaliste**

n°338 | 26 mai 2016 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



DANS LE BRAS  
DE FER AVEC LE  
GOUVERNEMENT

NOTRE  
CARBURANT  
C'EST LA  
LUTTE !

## **Dossier**

**SORTIR DU NUCLÉAIRE  
EN MOINS DE 10 ANS!**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

**La palme anti-austérité**  
Page 2

## **PREMIER PLAN**

**Autriche: sur le fil...**  
Page 2



## **ACTU SOCIALE**

**Le Havre (76): des blocages  
à la généralisation de la grève?**  
Page 8

## **LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Thierry Defresne  
de la CGT Total**  
Page 12



édito

Par ALAIN KRIVINE

## La palme anti-austérité

Enfin une bonne nouvelle que personne, y compris lui-même, n'attendait... Notre ami Ken Loach vient de décrocher la Palme d'or pour son dernier film *Moi, Daniel Blake*. Il faut dire que ce film et son auteur sont à l'opposé du climat fétide de pacotille qui règne pendant ce festival, où tout le monde semble obsédé par la « montée des marches », le tapis rouge et les habits portés par ce beau monde. Il est vrai que tout cela a peu à voir avec la vie d'un prolétaire anglais âgé, empêché de travailler à cause de son cœur, et confronté à l'absurdité d'une administration sociale...

Lors de la remise de son prix, devant un public un peu effaré, Ken n'a pas hésité à s'en prendre à « un projet d'austérité, conduit par des idées que nous appelons néolibérales qui risquent de nous mener à la catastrophe. Ces pratiques ont entraîné dans la misère des millions de personnes, de la Grèce au Portugal, avec une petite minorité qui s'enrichit de manière honteuse », ajoutant que « Nous approchons de périodes de désespoir dont l'extrême droite peut profiter. » Et de conclure qu'« un autre monde est possible et nécessaire ».

Cinéaste, Ken Loach a été de tous les combats, y compris historiques, que ce soit avec *Land and Freedom* pour la révolution espagnole ou *Le vent se lève* sur l'indépendance de l'Irlande. Militant, il a défendu la cause palestinienne ou dénoncé l'Europe libérale, en particulier son représentant David Cameron. Ainsi, après la remise de son prix, Ken a même ajouté que « ce qui se passe en Angleterre est inacceptable. Le gouvernement néolibéral de David Cameron met fin aux droits des travailleurs et met gravement en danger la démocratie. À travers ce petit film, je veux dire qu'il faut garder espoir et surtout être solidaires ». Et en ce qui concerne la France, il n'a pas hésité à soutenir les candidatEs du NPA à l'occasion de différentes élections. À presque 80 ans, Ken Loach est resté un militant, et son succès à Cannes est un signe des temps. Les ravages provoqués par la politique des classes dominantes, non seulement en Angleterre mais aussi dans toute l'Europe et dans le monde, révoltent au point de franchir tous les barrages et de trouver des porte-parole au plus haut niveau de la création artistique. Un geste politique qui est un bel encouragement pour toutes celles et ceux qui se battent quotidiennement pour changer un monde injuste et inhumain.

## BIEN DIT

Sans sommation, ils ont tiré au flash-ball, gazé et arrosé tout le monde avec une sorte de blindé. (...) Ils ont dégagé les deux piquets que nous tenions. (...)

Depuis on est nassé et empêché de sortir. Ils ont gazé jusque dans l'union locale. (...) Cela va faire rentrer d'autres professions dans le mouvement. C'est la seule chose que [le gouvernement] va gagner. Nous, on va continuer.

OLIVIER MATEU, secrétaire général de la CGT des Bouches-du-Rhône, sur l'antenne de France Info, à propos du « déblocage » du site pétrolier de Fos-sur-Mer mardi 24 mai au matin

## À la Une

# Dans le bras de fer avec le gouvernement, notre carburant, c'est la lutte!

La lutte pour le retrait de la loi travail n'en finit pas de rebondir. C'est déjà un échec pour le gouvernement qui comptait bien, dans la foulée de l'état d'urgence et d'une offensive sécuritaire et autoritaire sans précédent, marquer un point décisif dans la mise à mort du Code du travail...

Il aura tout utilisé, du coup de force institutionnel avec le 49-3 à la répression et aux provocations policières, pour diviser les opposantEs, en passant par les mesures d'exception avec les interdictions individuelles et collectives de manifester... Dès la semaine dernière, il faisait intervenir le Raid contre la Maison du peuple à Rennes et interdisait purement et simplement la manifestation de Nantes de jeudi dernier! Mais rien n'y fait, la journée du 19 mai en témoigne, la mobilisation demeure. Et maintenant, la seule réponse à la multiplication des blocages des raffineries est l'envoi des forces de « l'ordre » pour dégager les barrages... Avec pour réponse immédiate la généralisation de l'arrêt des raffineries!

### Nouvelle phase

Depuis une semaine, les blocages des zones industrielles, et en particulier des dépôts de carburants se multiplient. Face à ce gouvernement qui passe en force, il faut hausser d'un cran la confrontation, bloquer l'économie. En misant sur le tout-camion, le système crée ses propres faiblesses : la production fonctionne en flux tendu pour limiter les stocks, les marchandises sont transportées d'un bout à l'autre de l'Europe pour mettre en concurrence les salariéEs et les systèmes sociaux, mais cette organisation génère une énorme dépendance envers le pétrole. De même, le tout-voiture confère un écho très important à toute menace sur l'approvisionnement en essence. Là où les blocages sont effectifs – comme en Normandie, en particulier au Havre, avec la présence des dockers et portuaires – ils ont des effets visibles sur l'économie. Fidèle à sa méthode, le gouvernement dégage les piquets par la force. Mais la réponse ne se fait pas

attendre, à l'appel principalement de la fédération CGT des industries chimiques et suite aux décisions des AG, les principales raffineries du pays se mettent en grève. Avec la réduction drastique et durable de la production de carburant, un nouveau pas dans l'affrontement est franchi. Le rapport de forces change. Mais les salariéEs ne peuvent gagner seuls pour tout le monde.

En 2010, la droite avait utilisé l'arme de la réquisition contre ceux de la raffinerie de Grandpuits (77), le gouvernement actuel ne vaut pas mieux. Il y a fort à craindre qu'il n'hésite pas plus à bafouer le droit de grève qu'il ne l'a fait pour le droit de manifester. Cette grève est un formidable point d'appui, mais elle ne peut rester isolée, elle a besoin de la protection de l'extension. Elle doit être un encouragement pour toutes et tous.

### Saisir l'occasion!

L'extension, la propagation de la grève à d'autres secteurs, c'est ce que redoute le gouvernement, ce qu'il essaie d'éviter, en tentant de rassurer les routiers sur le paiement des heures supplémentaires ou les cheminotEs sur la pérennité de leur accord d'entreprise. Le calendrier de l'intersyndicale fixe deux rendez-vous interprofessionnels, une journée de grève et manifestation jeudi 26 mai et une

### PASSAGE EN FORCE



manifestation nationale à Paris le mardi 14 juin, jour du début du débat au Sénat. Depuis le début de ce mouvement, rien n'est écrit d'avance. Dès le 9 mars, la conjonction de la mobilisation de la jeunesse, de la détermination de secteurs syndicaux combattifs, de l'utilisation des réseaux sociaux, a chamboulé le calendrier. Aujourd'hui, le niveau de la mobilisation n'est pas encore suffisant. On ne retrouve pas les manifestations monstres de 2010, mais dans des entreprises du privé (petites entreprises, commerce, santé...), la mobilisation est réelle et souvent inédite. Dans le même temps, autour de Nuit debout, avec les blocages et les occupations, une frange militante, plurielle, déterminée, est bien décidée à ne pas lâcher l'affaire. Il n'y a pas d'autre choix que de continuer à convaincre de se mettre en mouvement, de faire grève, et de rejoindre les blocages, en alliant radicalité et souci d'élargir.

### « La vraie démocratie, elle est ici »...

Le refus de la loi El Khomri est ultra-majoritaire, conséquence d'années et d'années de régressions et de sacrifices imposés. Le gouvernement est plus discrédité que jamais, l'utilisation du 49-3 démontre son incapacité à obtenir les votes des députés de sa propre majorité et ne fait qu'accroître son illégitimité. Il ne peut diriger qu'en employant la brutalité. « Qui est légitime pour décider ? » Le rapport de forces se joue aussi sur ce terrain politique. Le mouvement social doit trouver les voies et moyens pour approfondir la crise politique, en prenant appui sur le sentiment largement partagé qu'« ils ne nous représentent pas ». Il doit construire une autre légitimité, celle de la rue, des places, des exploités et des opprimés mobilisés.

Christine Poupin

## AUTRICHE

# Sur le fil...

Après une interminable attente de 24 heures, c'est finalement l'écologiste Alexander Van der Bellen qui a été élu président fédéral d'Autriche, comme il a été annoncé lundi à la fin du décomptage du grand nombre de votes par correspondance (environ 750 000, soit 14 % du corps électoral).

Il s'en est fallu de peu pour que Norbert Hofer, 45 ans, un des principaux cadres du FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche) auquel il appartient depuis son adolescence, ne devienne président. Dimanche 24 avril, il avait déjà réalisé un score de plus de 35 % à l'échelle du pays à l'occasion du premier tour de cette élection.

### Percée d'extrême droite

Solide dans ses convictions et ferme idéologiquement, Hofer a pourtant été l'un des artisans du lissage récent du profil du FPÖ, une véritable stratégie de « dédiablement » (comme dirait Marine Le Pen) à l'autrichienne. Cette dernière a surtout consisté à bannir l'antisémitisme affiché, mais aussi

un racisme trop ouvert, au profit d'avertissements contre un « islam conquérant » et une pseudo-laïcité (alors que l'Etat autrichien n'est, lui, pas laïque...).

Menant campagne contre les réfugiés et l'immigration, Hofer avait aussi gagné des points de sympathie en affirmant que, lui président, il ne signerait pas le traité de libre-échange transatlantique Tafta. Même si le président fédéral autrichien n'a que des pouvoirs limités, le candidat défait avait aussi annoncé qu'il pourrait limoger le gouvernement actuel – une « grande coalition » centriste entre SPÖ et ÖVP – « s'il travaille mal », provoquant ainsi des élections anticipées. Dans le climat actuel, le FPÖ aurait été assuré de dépasser les 30 % lors de telles législatives anticipées, en gagnant environ 10 % des suffrages...

### Un président écolo-libéral

Âgé de 72 ans, c'est donc Alexander Van der Bellen qui va entrer à la Hofburg, cet ancien palais impérial transformé en résidence présidentielle. Ancien membre du Parti social-démocrate d'Autriche (SPÖ) dans les années 1980, puis élu des Verts de 1994 à 2012, il se présentait en candidat « indépendant », bien que sa campagne ait été financée par le parti écologiste. Professeur d'université en économie, il est d'orientation socio-économique assez libérale et bien trop centriste du point de vue de nombreux et nombreuses écologistes. Ainsi, censé rassurer le centre-gauche et le centre-droit, il est devenu de fait le porte-parole de ces derniers avant le second tour. Le candidat du SPÖ tout comme celui du parti chrétien-démocrate et conservateur ÖVP (« Parti du peuple

# Un monde à changer

**UN CYNISME SANS LIMITE.** La compression des transferts financiers de l'État aux communes et aux départements est un des outils de l'austérité budgétaire. Dans le cadre du plan de réduction des dépenses publiques, les collectivités locales doivent participer à hauteur de 11 milliards d'euros sur trois ans. Leurs dotations ont donc déjà été amputées de 3,7 milliards d'euros, en 2015 puis en 2016, et doivent encore baisser en 2017. Les communes et départements doivent donc faire des économies. D'abord sur les investissements (dont la baisse peut détruire plusieurs milliers d'emplois dans le BTP) et sur leur personnel. Mais surtout, une chasse est ouverte aux économies sur les prestations et les allocations sociales, chasse dans laquelle les retombées de l'austérité budgétaire se combinent avec les positions réactionnaires de certains élus. Dans diverses communes, l'augmentation du tarif des cantines scolaires ou d'autres services (transports scolaires, piscine...) est

en discussion ou déjà décidée. Ainsi, à Saint-Sébastien-de-Morsent, dans l'Eure, dans les cantines, les familles ayant le quotient familial le moins élevé, c'est-à-dire les familles à la limite des minima sociaux devront supporter une augmentation de 26% sur le tarif des repas (la hausse est moindre pour la tranche supérieure...). Dans le Bas-Rhin et dans l'Eure, les comptes bancaires des bénéficiaires du RSA peuvent être vérifiés, ce qui n'est pas légal comme le reconnaissent les deux présidents de ces départements. Malgré les condamnations, certains élus n'hésitent même pas à persévérer dans l'illégalité: ainsi, en Loire-Atlantique, le département a décidé d'arrêter d'héberger les mineurs étrangers isolés et continue, malgré 19 condamnations en justice. Le cynisme du gouvernement «socialiste» est sans limite: il est parfaitement conscient des retombées de sa politique budgétaire, mais tant que ce ne sont que «ceux d'en bas» qui en souffrent...

## PRÉSIDENTIELLE Hollande candidat, avec Thatcher et Schröder en modèle?

*Pas encore tout à fait candidat, François Hollande est déjà en campagne. Et sa campagne s'annonce, sans surprise, libérale et autoritaire, s'inspirant à la fois de Thatcher et de Schroeder...*

**M**ais sur quelle planète vit Hollande? La question peut se poser tant sa déconnexion à la réalité sociale et politique est grande. En effet, il n'a cessé de répéter sur toutes les ondes, en bon candidat pour 2017, que «ça va mieux pour la France»... au moment même où des milliers de salariéEs s'opposent à la loi travail, au moment même où le chômage et la précarité explosent. Mais pour lui, l'urgence serait de combattre le retour de la droite en 2017, sans rien céder sur la loi travail qui, selon lui, est un «texte de progrès» et une «garantie» pour les droits des salariéEs... Et sur sa planète, cette loi aurait été «discutée, concertée, corrigée, amendée»... Oubliant juste le passage en force «institutionnel» de son gouvernement avec l'utilisation du 49-3 à l'Assemblée nationale Mardi 17 mai, le candidat Hollande était l'invité d'Europe 1 pendant une heure, pour convaincre du bienfait de sa politique depuis 4 ans, mais aussi pour mettre en garde sur le retour de la droite au pouvoir. Tout au long de son



L'homme de la synthèse entre la gauche de droite et la droite... DR

interview, Hollande n'a cessé d'attaquer la droite et leurs propositions économiques... Cela comme si lui-même, depuis 4 ans, avait mené une politique de gauche.

### «There is no alternative» ?

Cerise sur le gâteau, pour Hollande, «En dehors du gouvernement qui est aujourd'hui en place, il n'y a pas d'alternative à gauche. (...) Si je ne suis pas reconduit, c'est la droite ou l'extrême droite qui arrivera

au pouvoir», reprenant ainsi à son compte le fameux «There is no alternative» de Thatcher... Cette dernière semble l'inspirer fortement puisqu'il a également indiqué que sur la loi travail, il ne «cédera pas, (...) parce qu'il y a trop de gouvernements qui ont cédé.» Attaquant ainsi, sans aucun doute, la mollesse de Juppé en 1995 et de Villepin en 2006. Lui, il fera donc mieux que la droite en passant en force, en réprimant massivement,

en interdisant des manifestations, en envoyant les flics sur les barages, les grévistes...

Mais ce n'est pas tout, le candidat Hollande avoue aussi sa préférence et son inclination pour le «modèle Schröder», dont les contre-réformes libérales, il y a dix ans, ont fait de l'Allemagne l'un des pays les plus inégalitaires d'Europe. «Je préfère qu'on garde de moi l'image d'un président de la République qui a fait des réformes, même impopulaires, plutôt que d'un président qui n'aurait rien fait.» Même des «réformes» de droite?

Pas encore officiellement candidat – il l'annoncera en décembre – mais déjà en campagne pour défendre son bilan, Hollande continue donc sa tournée d'adieu, non pas à la scène politique mais à la gauche, au moment même où, plus que jamais, ce gouvernement et ses décisions apparaissent illégitime aux yeux du plus grand nombre. À nous de lui prouver qu'une alternative peut exister, qu'«autre chose est possible», comme dirait le camarade Ken...

**Sandra Demarcq**

autrichien») avaient fini chacun à seulement 11% des voix... Un vote qui a constitué une sanction terrible pour les deux partis qui se partagent le pouvoir depuis des décennies, avec une interruption seulement entre 2000 et 2006, alors que l'ÖVP avait choisi de gouverner avec l'extrême droite alors dirigée par Jörg Haider.

### Rien n'est réglé

Toujours est-il que les deux grands partis n'avaient émis aucune consigne de vote claire, nette et sans bavures pour Alexander Van der Bellen avant le second tour, loin s'en faut. Certes, le nouveau chef du gouvernement Christian Kern (SPÖ), un ancien manager des Chemins de fer d'Autriche réputé plutôt technocrate, qui a remplacé au pied levé l'ancien chancelier Werner Faymann le 9 mai dernier, a déclaré qu'«à titre personnel, il

votera clairement pour Alexander Van der Bellen».

Mais son parti, le SPÖ, est divisé sur ses rapports tant avec l'extrême droite qu'avec l'ÖVP. Il faut dire qu'une des particularités de la situation autrichienne est que la social-démocratie locale a gouverné l'État-région (Land) de Carinthie avec Jörg Haider de 2004 jusqu'à sa mort, et qu'elle est alliée avec le FPÖ dans le gouvernement régional de la région Burgenland depuis juin 2015. Une partie des syndicats autrichiens, notamment pour des raisons de protectionnisme économique et social, contre la concurrence internationale et contre l'immigration du travail, souhaitent et soutiennent une telle alliance... 72% des ouvriers de production autrichiens auraient d'ailleurs, selon la chaîne de télévision publique autrichienne, voté pour le FPÖ au premier tour.



Van der Bellen élu, et après? DR

Le changement récent à la tête du gouvernement ne donnera qu'un court répit à la social-démocratie autrichienne. Elle reste intensément

travaillée par ses contradictions internes. La suite se dessinera aux législatives programmées en 2018. **Bertold du Ryon**

## Le chiffre

### 62 milliards

*C'est, en dollars (soit 55 milliards d'euros), la somme que le trust allemand de la chimie-pharmacie Bayer (qui, en son temps, collabora activement avec les nazis...) annonce mettre sur la table pour racheter Monsanto (un des fabricants de l'Agent orange utilisé par les Américains lors de la guerre du Vietnam...). Entre crapules...*



## Agenda

**Vendredi 27 mai, réunion publique du NPA, Tarbes.** «Ils ont les milliards, nous sommes des millions. Prenons nos affaires en main!», avec Philippe Poutou, à 17h à l'ancienne cantine située 18, rue Victor-Hugo, près de l'ancienne école, à Bordères-sur-Echez (65).

**Samedi 28 mai, fête anticapitaliste, Rennes.** À partir de 15h, débats, expo, bar, repas, concert et meeting d'Olivier Besancenot, centre social Carrefour 18, 7, rue d'Espagne (métro Henri-Fréville).

**Samedi 28 mai, fête du NPA 31, Toulouse.** À partir de 13h, projection, débat, concert, restauration et meeting avec Philippe Poutou, salle San-Subra, 2, rue San-Subra (métro Saint-Cyprien).

**Mercredi 1<sup>er</sup> juin, réunion sur Daniel Bensaïd, Paris.** «Daniel Bensaïd, philosophe militant», organisé par la Société Louise-Michel, avec entre autres Edwy Plenel, Sameh Dellai et Olivier Besancenot, à 19h au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, Paris 20<sup>e</sup>.

## NO COMMENT

*Aujourd'hui je vois [les policiers] comme des protecteurs de l'État de droit, des protecteurs des citoyens lambda, des gens qui se chargent de notre sécurité et de lutter contre toute forme de criminalité, drogues, vols, agressions, terrorisme, etc. [...] Si je ne craignais pas de me faire allumer par tous les médias, j'irais bien manifester avec vous ces jours-ci à cette manif «halte à la haine du flic!»*

Le chanteur RENAUD, vendredi 20 mai, dans une interview donnée... au blog de la Préfecture de police de Paris!

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur  
de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 22  
Fax : 0148 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## CORBEIL-ESSONNES Le petit « soldat » du milliardaire mafieux...

*Menaces, rackets, agressions, tentative d'assassinat... Le climat délétère entretenu par l'ancien maire de Corbeil-Essonnes Serge Dassault est venu devant la cour d'assises, où un de ses hommes de main était jugé pour tentative d'assassinat en 2013, sur fond de soupçons d'achat de votes.*

À la surprise générale tant la justice a été conciliante vis-à-vis du milliardaire, Younès Bounouara, qui se qualifiait de « soldat » de Dassault, a été condamné à quinze ans de prison ferme, trois ans de plus que les réquisitions de l'avocat général. La justice a la dent plus dure pour les petits soldats que pour les commanditaires. Cité à témoigner, l'avionneur n'a pas honoré sa convocation, invoquant « un voyage à l'étranger ».

Les faits en eux-mêmes semblent accablants. Lorsque le 19 février 2013, Bounouara a tiré au 357 Magnum sur la voiture conduite par Fatah Hou, l'intention d'homicide comme la préméditation semblent évidents.

La victime, Fatah Hou, aujourd'hui handicapé à vie, était, elle aussi, un pion du système. En 2008, Fatah Hou a reçu « 2 000 euros en liquide » pour avoir convaincu une vingtaine de jeunes de voter Dassault. Il projetait d'ouvrir une société de sécurité : « Si tu ne rentres pas dans leur jeu, c'est impossible. » Cette année-là, Dassault ne l'emporte que d'une centaine de voix... Bruno Piriou (PCF)



Le « parrain » de Corbeil-Essonnes... DR

dépote alors un recours devant le Conseil d'État, cinq jeunes dont Fatah Hou attestant de tentatives d'achats de voix. L'élection est annulée en juin 2009, et Dassault condamné à un an d'inéligibilité.

### Règlement de compte commandité

Puis, accompagné par un ancien braqueur, Fatah Hou se rend dans le bureau de Dassault. Muni d'une caméra cachée, il vient réclamer de l'argent. Quelques dizaines de milliers d'euros en guise de récompense pour avoir « prêté main-forte » lors de la campagne de Jean-Pierre Bechter, l'homme lige de Dassault qui lui a succédé à la mairie en 2010, un de ses employés... Le milliardaire refuse, affirmant qu'il a déjà versé 1,7 million d'euros à Younès Bounouara, chargé de redistribuer l'argent aux intermédiaires... Un mois plus tard, l'information se retrouve dans les pages du *Canard enchaîné*, provoquant la réaction de Bounouara et une première altercation avec Fatah Hou. Et trois semaines plus tard, Bounouara le blesse grièvement par balle.

Dans cette affaire à tiroirs, seuls des sous-fifres ont été entendus et jugés. L'avionneur, sénateur Les Républicains et propriétaire du *Figaro*, est bien évidemment le premier responsable et coupable, qu'il ait ou pas ordonné directement la tentative d'assassinat. Il doit être jugé le 4 juillet à Paris pour blanchiment de fraude fiscale et omission de déclaration de patrimoine par un parlementaire, au sujet des comptes non déclarés... qui ont alimenté les distributions de fonds à Corbeil-Essonnes. Enfin, l'affaire des achats de voix, en cours d'instruction depuis trois ans, va enfin être jugée. L'occasion pour le milliardaire de se retrouver côte à côte avec Bounouara sur le banc des prévenus. Mais pas sûr qu'ils soient traités à égalité...

Yvan Lemaître

Chacun est conscient qu'aujourd'hui, dans la France de Cazeneuve, manifester, c'est risquer d'être gazé, matraqué, blessé par une grenade de désencerclement ou mis en garde à vue. Loin de dissuader les opposantEs à la loi travail, les brutalités policières n'ont pour seul effet qu'obliger ces derniers à s'équiper en conséquence. Foulards, lunettes de piscine ou casques de chantiers deviennent la panoplie indispensable pour pouvoir manifester.

### Rassemblement policier, le grand fiasco!

Annoncé et médiatisé jusqu'à outrance, le grand raout du mercredi 18 mai lancé par Alliance police a fait flop. Sur une place de la République interdite au public dès 9 heures, les quelques centaines de flics parisiens étaient moins nombreux que les unités de gendarmerie venus assurer leur « protection »... Censée répondre au « *Tout le monde déteste la police* » scandé dans les manifestations, ainsi qu'aux deux affiches de la CGT dénonçant les violences policières, l'initiative ne reçut pour tout soutien que ceux des Identitaires, de la Ligue de défense juive (LDJ) et la visite (surprise ?) de Marion Maréchal (nous voilà) Le Pen, ovationnée comme il se doit et se livrant avec ferveur à une séance de selfies.

En dépit de l'incroyable dispositif policier mis en place, près de 300 personnes ont réussi à se rassembler aux cris de « *La place elle est à qui? Elle est à nous!* » ou « *À bas l'État policier!* » Après avoir été gazés et refoulés par les gendarmes, les manifestantEs sont partis en cortège sauvage vers le canal Saint-Martin, rencontrant sur leur chemin une voiture de police par la suite incendiée. Les manifestantEs ont ensuite rejoint le cortège des cheminots à gare de l'Est, puis la manifestation contre

## « À bas l'État policier! »

RÉPRESSION

« *Nous vivons dans un État policier!* »... Ce slogan chanté dans les manifestations sur l'air du joyeux « *Yellow Submarine* » des Beatles exprime en une formule l'état d'esprit qui règne dans les cortèges : la lucidité, et la détermination.

la prolongation de l'état d'urgence sur une place de la République réinvestie à nouveau par Nuit debout.

### Ça frappe tous azimut!

Le soir même, puis le lendemain matin, 4 militants antifascistes ont été mis en examen pour « tentative d'homicide volontaire », passible d'un déferrement devant une cour d'assises, sur la seule base de leur participation à la manifestation parisienne du mercredi 18 mai. Comme le soulignent leurs avocatEs, le dossier est totalement vide, et aucun élément n'indique leur participation aux faits incriminés. Ces 4 militants sont bien victimes d'un acharnement policier et judiciaire hors du commun.

Mardi 17 mai à Lille, en pleine manifestation contre la loi travail, un jeune militant de la CGT a violemment été interpellé pour de prétendues violences envers les forces de l'ordre. Mis en garde à vue et déféré au parquet, il refuse la comparution immédiate pour préparer sa défense... Le « juge des libertés » a ordonné sa mise en détention jusqu'à son procès. Le même traitement avait été réservé à un militant de la CGT de Clermont-Ferrand le 29 avril dernier pour avoir participé dans le cadre d'une action de Nuit debout à l'occupation de la mairie...



Jeudi 19 mai à Rennes, 19 militantEs ont été mis en garde à vue et déferés au parquet... pour avoir tenté de neutraliser les bornes d'accès au métro afin d'en assurer la gratuité. Inculpés pour « dégradations et association de malfaiteurs »!

Et à Nantes, un lycéen est également en détention provisoire pour de prétendues violences contre la police.

### Organiser la riposte

Le mouvement social et syndical ne peut rester l'arme au pied devant la dérive autoritaire et répressive du pouvoir. Piquets de grève, manifestations et occupations sont quotidiennement confrontés à une

répression brutale. Les violences policières sont systématiques, les procédures judiciaires arbitraires, et le plus souvent sous pression policière.

Outre le retrait de la loi travail, le mouvement doit assumer la prise en charge d'une plateforme anti-répression exigeant la libération de tous les prisonniers en relation avec la mobilisation actuelle; l'arrêt des poursuites judiciaires; le retrait des « forces de l'ordre » de nos manifestations; l'interdiction des gazages massifs et systématiques des manifestations; l'interdiction des flashballs et des LDB40.

Alain Pojolat

## SANTÉ Riposter à l'offensive du FN

C'est une offensive d'ampleur que le Front national engage en direction des professionnels hospitaliers et des usagerEs de la santé. Les militantEs de ce secteur, qui combattent au jour le jour le danger de l'extrême droite, doivent y prêter attention.

Le 11 mai dernier à l'occasion de la « journée de l'infirmière », Marine Le Pen s'adressait sur son blog à la profession. Quelques jours plus tard, le 17 mai, la présidente du Front national annonçait le lancement d'un « collectif » santé du Rassemblement bleu marine et rendait publics des éléments de programme en vue de sa campagne pour 2017.

### Retour aux fondamentaux...

En rupture avec le discours traditionnel de l'extrême droite, Marine Le Pen n'hésite pas à reprendre l'argumentaire et les revendications des organisations syndicales, des mouvements sociaux et des partis à la gauche du PS. Elle dénonce le « manque de reconnaissance financière et morale » des infirmierEs et de l'ensemble des personnels hospitaliers, l'effondrement continu de leur pouvoir d'achat... Plus généralement, elle s'en prend à l'étranglement financier de l'hôpital public, les difficultés financières d'accès aux soins et les « déserts médicaux ». Elle s'engage

à supprimer la « tarification à l'activité » et préconise la création d'une « cinquième branche » de la sécurité sociale pour les personnes en perte d'autonomie. Toutefois, quant il s'agit d'en venir aux causes et aux remèdes, cette dénonciation laisse la place aux « fondamentaux » de l'extrême droite. Ainsi, pour Marine Le Pen, la saturation des services, les difficultés quotidiennes rencontrées par les personnels, les incidents survenant dans les services d'urgence sont à relier aux « vagues d'immigration » qui submergent les services hospitaliers. Elle y voit la source de conflits « communautaristes » insuffisamment combattus par les directions hospitalières. Quant à la qualité des soins, la présidente du FN souligne avec insistance la présence de 25 %



de médecins étrangers, « dont la moitié extra-européens, alors que leur formation n'est pas de même qualité ».

Faute d'apporter des solutions qui supposeraient d'augmenter les ressources du service public et de la sécurité sociale par l'augmentation des cotisations sociales, c'est-à-dire en imposant une autre répartition des richesses, le discours frontiste ne peut qu'en revenir à

ses vieilles lunes : la recherche du « bouc émissaire »...

### Conquérir l'électorat hospitalier?

Selon le CEVIPOF (Centre d'étude de la vie politique française), le vote FN, qui était de 19% en 2012 parmi les personnels hospitalier, est passé à 26% lors des dernières élections régionales. Il atteint 39% chez les personnels de catégorie C (personnels ouvriers, aides-soignantEs, ASH, agent administratifs).

Faute d'avoir été entendue par les gouvernements successifs et d'avoir pu s'opposer aux contre-réformes par des mobilisations restées isolées, une partie des hospitalierEs peut être tentée de trouver un exutoire dans le vote « antisystème » pour le FN. La fonction de celui-ci est de canaliser la colère vers l'étranger plutôt que vers les 1% qui dominent ledit système.

Ce risque doit être pris au sérieux : il suppose à la fois de ne rien lâcher au quotidien et de démonter sans relâche le contenu réel du pseudo-discours social du FN. Il suppose surtout d'œuvrer à la construction et à l'unification des mobilisations en cours pour mettre fin à l'austérité et à la précarité, à l'hôpital comme ailleurs, moyen le plus sûr de faire régresser l'emprise du FN.

J.C. Delavigne

# VENEZUELA Ce n'est pas aux classes populaires de payer la crise

**P**armi les causes de ce marasme, on peut noter la chute mondiale des cours du pétrole dans une économie rentière dépendante de l'or noir, mais pas seulement. Depuis le blocage de l'économie par le patronat en 2003, le gouvernement contrôle les changes. Les entreprises détournent ce système avec la complicité des hautes sphères gouvernementales en surfacturant leurs importations. Depuis treize ans, 457 milliards de dollars auraient ainsi été volés au pays selon les économistes. La monnaie s'effondre, la faible production agricole oblige le pays à importer l'essentiel de son alimentation, et les pénuries se multiplient.

## Maduro incapable de mettre fin aux pénuries

Dans ce désastre, le gouvernement de Nicolás Maduro, successeur d'Hugo Chávez, est incapable de mettre fin à cette spirale de privations. Il augmente le prix de l'essence qui grèvera encore un peu plus le pouvoir d'achat déjà laminé par l'inflation galopante. Il continue de payer une dette extérieure qui pille les derniers fonds qui restent dans les caisses de l'État. Au même moment, il continue de maintenir le pouvoir d'achat d'une seule catégorie de personnes, les militaires, et laisse la corruption gangrener l'État, notamment par le détournement du système de change. La nomination d'un dirigeant patronal, Miguel Pérez Abad, à la vice-présidence pour l'aire économique révèle cette

*Les classes populaires vénézuéliennes subissent depuis plusieurs mois une situation dramatique: pénuries alimentaires et de médicaments massives, inflation annuelle à trois chiffres... La vie quotidienne est gravement impactée par cette crise économique multiforme.*



Maduro, combattif... pour garder le pouvoir! DR

volonté conciliatrice face aux élites économiques. La combativité dont manque le gouvernement face au patronat ou pour mobiliser les classes populaires, il la garde pour se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Nicolás Maduro a adopté un décret sur l'état d'exception et d'urgence économique qui lui permet de prendre des mesures contournant l'Assemblée nationale, acquise à l'opposition de droite (MUD) depuis les élections législatives de décembre dernier. Ce décret autoritaire a été avalisé par le Tribunal suprême de justice, acquis à la majorité présidentielle.

## La droite vénézuélienne à l'offensive

Face à cela, l'opposition cherche à instrumentaliser une disposition

constitutionnelle, l'organisation d'un référendum révocatoire pour sortir Nicolás Maduro avant le terme de son mandat constitutionnel en 2019. Si le référendum est tenu avant 2017 et que les Vénézuéliens en décident, le président serait obligé de céder la place et de nouvelles élections auraient lieu. En 2017 ou 2018, il serait simplement remplacé par son vice-président, du même bord politique que lui.

Quelle que soit l'issue de ces querelles politiciennes, les classes populaires n'ont rien à gagner à l'accession au pouvoir de la droite toujours inscrite dans le cadre néolibéral. Depuis quatre mois qu'elle détient la majorité à l'Assemblée nationale, la MUD n'a été d'aucune utilité pour mettre fin aux pénuries, contrairement à ses promesses de

campagne, mais menace le service public du logement et l'application de la loi du travail.

## Pour un avenir d'émancipation

Cette offensive de la droite vénézuélienne s'inscrit dans un contexte continental. De la victoire de Mauricio Macri à l'élection présidentielle argentine au coup d'État parlementaire de Michel Temer au Brésil, partout en Amérique latine, la droite sonne l'heure de la revanche sociale après une décennie de programmes sociaux qui ont fait diminuer la pauvreté à défaut de changer structurellement les sociétés. L'horizon d'un «socialisme du 21<sup>e</sup> siècle», longtemps promis par Chávez, semble désormais lointain, confisqué par une minorité bureaucratique qui finit par adopter une politique conservatrice à l'instar de ses épigones du 20<sup>e</sup> siècle.

Nous affirmons notre solidarité avec les classes populaires vénézuéliennes face aux épreuves qu'elle traversent et avec toutes les forces politiques, sociales et syndicales du pays qui essaient de proposer un avenir d'émancipation, contre la bipolarisation stérile entre une opposition aux projets réactionnaires et un gouvernement Maduro incapable de mettre fin aux pénuries et d'affronter les offensives du patronat.

Pedro Huarcaya

## ASIE ORIENTALE

# Jeu de go

*Coup après coup, les pièces du grand jeu de go est-asiatique se mettent en place...*

**Q**ui encercle qui? Grâce à sa Navale, Pékin a pris possession d'archipels ou de récifs revendiqués par d'autres pays riverains, et se projette bien au-delà. La superpuissance étatsunienne consolide ses alliances, anciennes ou nouvelles, sur le pourtour de la mer dite de Chine. Au cœur même du «tablier», le goban où les joueurs placent leurs jetons, le contrôle du PCC sur le territoire taïwanais est menacé.

## Tsai à Taïwan

Le Kuomintang (KMT) a perdu les élections du 16 mai dernier au profit du Parti progressiste démocratique (DPP) et de Tsai Ing-Wen, sa candidate à la présidence. Le coup est dur pour Pékin. Ancien ennemi juré du PCC, le KMT avait finalement noué



Tsai Ing-Wen, dans le Time... DR

une alliance entre «bureaucraties capitalistes», assurant au régime chinois une influence majeure sur l'île. La victoire de Tsai exprime un rejet de cette mise sous tutelle. La «terreur blanche» longtemps exercée à l'encontre de la population autochtone par le régime «immigré» du Kuomintang (il fut chassé du continent par la révolution maoïste) est dorénavant officiellement dénoncée. La nouvelle présidente n'a pas repris à son compte le «consensus de 1992» selon lequel il n'y aurait qu'une seule Chine – divisée – que chaque gouvernement prétendait représenter en totalité. Vu le rapprochement KMT-PCC, ce consensus annonçait aux yeux de nombreux Taïwanais une réunification à l'avantage de Pékin. En filigrane, les élections du 16 mai annoncent le choix d'«Une Chine – un Taïwan». Inacceptable pour le PCC qui, en guise d'avertissement, mène des exercices militaires dans le sud-est du pays et rompt la trêve diplomatique, nouant avec la Gambie des relations diplomatiques exclusives.

## Obama au Vietnam

Quarante et un ans après la victoire vietnamienne de 1975, un lent et tardif processus de normalisation des rapports entre Washington et Hanoï s'achève. À l'occasion d'une visite de quatre jours, commencée le 22 mai, Barack Obama a annoncé la levée de l'embargo américain sur les ventes d'armes au Vietnam. L'embargo économique avait été levé en 1994 et les relations diplomatiques rétablies en 1995.

Or, le Vietnam est le seul pays d'Asie du Sud-Est qui conteste «physiquement» la main mise de Pékin sur les archipels Spratleys et Paracels, une confrontation inégale où ses navires de guerre sont menacés d'être «malencontreusement» coulés.

## Hong Kong et Philippines

À Hong Kong, l'étouffement de la «révolte démocratique des parapluies» a ouvert un espace qu'une droite indépendantiste tente aujourd'hui d'occuper, surfant notamment sur le rejet des immigrés venus du continent. Aux Philippines, le nouveau président Duterte a annoncé qu'il ferait un *casus belli* de l'occupation par l'armée chinoise du récif de Scarborough, au large de Palawan. Tout en défendant le principe d'un État fédéral, il s'affiche nationaliste et cherchera probablement à mener une diplomatie agressive. Dans l'ensemble, la situation reste telle qu'elle est... Politiquement, Washington ne peut pas chasser l'armée chinoise des îlots qu'elle occupe. Mais Pékin ne peut pas empêcher la VII<sup>e</sup> Flotte de cingler dans des eaux qu'elle proclame relever de sa souveraineté exclusive. Cependant, dans ce contexte très tendu, il n'est pas rare que des avions de combat ou des navires de guerre se coupent la route, au risque d'un accident aux implications difficiles à prévoir.

Pierre Rousset

## PROCHE-ORIENT

# Valls, «l'ami d'Israël»... dont Israël ne veut pas

*Manuel Valls, en visite en Israël et dans les territoires palestiniens pour défendre «l'initiative française pour le Proche-Orient», n'aura donc rien obtenu...*

**S**a visite aura toutefois eu l'intérêt de démontrer, à qui refusait de le voir, que les positions pourtant proisraéliennes du Premier ministre ne suffisent pas au gouvernement d'extrême droite de Netanyahu.

## Une «initiative française»?

En quoi consiste le projet français? Il s'agit, afin de «relancer le processus de paix», d'organiser une conférence à Paris avant l'été, en présence des pays «intéressés», afin de définir les «paramètres» d'une solution au «conflit». Puis, Palestiniens et État d'Israël seraient invités à se réunir afin de conclure un «accord de paix» dans le cadre de ces «paramètres». Beaucoup de guillemets, tant le projet français repose sur des hypothèses... peu crédibles. Qui peut en effet croire que la base d'un règlement de la question palestinienne pourrait être le point de vue (et donc les intérêts) des pays occidentaux et de certains régimes arabes (puisque c'est d'eux dont il s'agit)? 25 ans de «processus de paix» n'ont-ils pas suffi à démontrer que la seule paix possible repose sur la justice, et donc la fin de la



Poignée de main à Valls et poigne de fer contre les Palestiniens. DR

négation des droits nationaux des Palestiniens?

## Arrogance israélienne

L'initiative française, condamnée à l'inutilité, a reçu le soutien d'une direction palestinienne ravie d'être considérée comme un interlocuteur crédible, alors qu'elle a perdu toute légitimité auprès de la population palestinienne. Mais elle a été, comme on pouvait bien évidemment s'y attendre, rejetée par le gouvernement Netanyahu qui, faisant une nouvelle fois la preuve de son arrogance, en a appelé à une «autre initiative française». Netanyahu affirme qu'il est prêt à discuter avec les Palestiniens, mais

dans un cadre bilatéral, et sans aucune précondition. Autrement dit: poursuivre la mascarade de pseudo-négociations qui consistent en l'écrasement du faible par le fort et sa légitimation au nom de la «recherche de la paix», tandis que sur le terrain, le gouvernement israélien poursuit sa politique de fait accompli, par la colonisation, les expulsions et la répression.

## Aucune solution sans sanctions

À la tête d'un gouvernement d'extrême droite dans lequel Avigdor Lieberman – qui en appelait il y a peu à «décapiter à la hache» les Palestiniens d'Israël «déloyaux» – pourrait faire son entrée au poste de

ministre de la Défense, Netanyahu n'a pas l'intention de renoncer à l'entreprise coloniale et au nettoyage ethnique. Et ce ne sont pas les déclarations d'amour de Manuel Valls à l'État d'Israël, destinées à repositionner la diplomatie française dans la région, qui vont y changer quoi que ce soit.

En effet, quand bien même la pseudo-initiative française n'aurait rien changé sur le terrain, c'en est déjà trop pour une extrême droite israélienne qui refuse que quiconque se mêle de la question palestinienne qu'elle considère, conformément à son idéologie coloniale, comme une affaire de politique intérieure... Le refus de l'initiative française n'est pas tant un désaveu de la France qu'une posture politique qui participe de la course à la radicalisation du champ politique israélien.

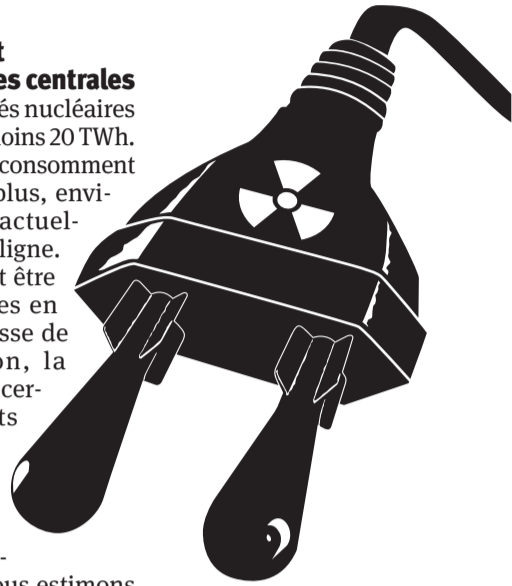
Une nouvelle démonstration du fait que les gesticulations diplomatiques, même si elles déplaisent à Israël, ne serviront jamais les intérêts du peuple palestinien, et donc de la justice, tant que de véritables mécanismes contraignants (boycott, désinvestissement, sanctions) ne seront pas imposés à un État d'Israël qui ne comprend pas d'autre langage que celui du rapport de forces.

Julien Salingue

## RÉDUIRE LA CONSOMMATION ÉLECTRIQUE

### Pertes en ligne et consommation des centrales

Un arrêt des activités nucléaires économiserait au moins 20 TWh. Les seuls réacteurs consommant déjà 24 TWh. De plus, environ 32 TWh sont actuellement perdus en ligne. Ces pertes peuvent être largement réduites en dix ans par la baisse de la consommation, la modernisation de certains équipements (transformateurs) et surtout grâce au développement des énergies renouvelables produites en local. Nous estimons sans prendre de risque qu'on pourrait ainsi économiser 1/4 des pertes, soit au minimum 8 TWh. Total de ce poste : 28 TWh



### Chauffage

En France, au moins 30% des foyers sont équipés de chauffage électrique (contre 5% seulement en Allemagne). Le chauffage électrique est une aberration : 1 W électrique consommé nécessite de « brûler » 3 W thermique dans une usine ! Il consomme plus de 60 TWh par an à lui seul... Nous proposons donc l'interdiction de toute nouvelle installation de chauffage électrique, comme en Autriche ou au Danemark, et son remplacement dans 10% des logements chaque année, ce qui permettrait une économie de 40 TWh minimum.

### Normes des appareils électriques (réfrigérateurs, téléviseurs, veilles...)

Une étude de Greenpeace réalisée sur seulement 4 types d'appareils électroménagers montre que 17 TWh peuvent être économisés en 10 ans. Appliquée à tous les types d'appareil, cette économie serait donc bien supérieure.

### Éclairage public et domestique

Il faut obliger les entreprises et les collectivités à réduire leurs

éclairages et équiper les foyers des particuliers de lampes basse consommation et d'appareils économes. Cela permettra une économie de 16 TWh (sur les 45 TWh consommés) : 8 TWh dans le tertiaire et le domestique, et 8 TWh dans le non-résidentiel et le public.

### Industrie et commerces

Nous proposons la suppression immédiate des panneaux de publicité lumineux, l'imposition de normes sur le froid industriel, la suppression progressive de la climatisation (sauf là où elle est nécessaire : hôpitaux, maisons de retraite...), l'amélioration de l'isolation des locaux anciens et la mise en place immédiate d'une réglementation thermique instaurant des bâtiments à énergie positive. Pour les grosses entreprises, une véritable politique de sobriété énergétique qui s'appuierait sur la socialisation de larges pans de l'économie, entraînerait la mise en chantier de moyens de production propres (micro-éoliennes, panneaux solaires sur les toits des grandes surfaces...). L'économie potentielle serait d'au minimum 20 TWh (sur les 120 TWh consommés).

**TOTAL ÉCONOMIES = 121 TWh.**

Dans notre scénario, nous aurions pu prendre des chiffres plus ambitieux comme ceux de Négawatt (124 TWh dès 2020 hors suppression du chauffage électrique et 197 TWh dès 2030) ou de Global Chance (130 TWh dès 2020). Nous voulons simplement montrer que le potentiel d'économies d'électricité est important, même avec une estimation basse.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MICO

## Faisons les comptes

Consommation électrique nationale annuelle selon RTE : 475 TWh en 2015. Avec notre plan d'économies (121 TWh), la consommation pourrait se réduire à 354 TWh (475 - 121 = 354). Actuellement la production non nucléaire nationale est de 129 TWh, dont 95 TWh renouvelables (59 en hydraulique + 21 en éolien + 7 en solaire + 8 en biomasse) et 34 TWh en thermique. Pour satisfaire la consommation d'électricité sans le nucléaire, il nous faudrait donc trouver en production renouvelable de 225 TWh (354 - 129 = 225). C'est donc possible puisqu'avec notre scénario, nous avons trouvé 238,8 TWh.

## DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

### L'éolien terrestre

L'exemple allemand est éloquent : 4 665 MW installés en 2014. Nous proposons d'installer 4 200 MW par an (1 400 éoliennes de 3 MW par exemple), ce qui donnerait sur 10 ans 42 000 MW, soit une énergie produite annuelle de 75,6 TWh. On considère ici un fonctionnement à minima de 1 800 heures/an, ce qui correspond à une implantation sur une grande partie du territoire.

### L'éolien offshore

Les vents en mer, plus réguliers et plus puissants, permettent à raison de 16 000 MW en dix ans, de produire 56 TWh (pour 3 500 heures de fonctionnement par an). L'Allemagne a installé en 2014 plus de 1 700 MW d'éolien offshore, cela alors qu'elle dispose d'un littoral bien moins favorable que le nôtre.

### Le micro-hydraulique

Les grandes installations (barages) ne peuvent plus être développées sans mettre en péril les divers écosystèmes ainsi que les modes de vie des populations. En revanche, l'implantation d'unités de production micro-hydrauliques (inférieures à 1 MW) est possible. Cela permettrait d'installer facilement et rapidement jusqu'à 9 TWh selon divers rapports.

### Le solaire

Le soleil produit de 8 000 à 10 000 fois la consommation actuelle de l'humanité ! En capter une infime partie permettra demain de résoudre la majorité des problèmes énergétiques dans lesquels nous sommes englués. Les progrès réalisés ces dernières années sont considérables et ne cessent de s'accroître. Dès aujourd'hui et à court terme, l'énergie solaire peut apporter une contribution majeure à nos besoins en électricité. En France, 100 km<sup>2</sup> environ sont bâtis par an. Si on impose que toute construction neuve dispose de panneaux photovoltaïques (ou de chauffe-eau solaires), et ce sur un cinquième des surfaces bâties pour des raisons pratiques (encombrement, accessibilité), on arrive à un total de 25,8 TWh en prenant les pires rendements existants. De plus, sur le bâti ancien, en programmant 350 MW par an, on parvient à 3,4 TWh en 10 ans.

### La géothermie

La Suisse qui possède un potentiel bien moins bon que la France prévoit de produire 4 TWh dans les prochaines années avec cette énergie. Un potentiel équivalent à celui de trois réacteurs nucléaires...

### La cogénération

Pour l'instant utilisée à minima dans l'industrie et les grands réseaux de chaleur, la cogénération, qui consiste à produire de la chaleur et en même temps de l'électricité, peut être largement développée. La production de chaleur et d'électricité peut être obtenue par des moteurs à gaz (potentiel minimum de 12 TWh), des turbines à gaz ou à vapeur, et des piles à combustible, ou à partir de bois ou de biogaz (potentiel minimum de 18 TWh). Enfin, le



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARC

remplacement des chaudières à gaz ou au fioul dans l'habitat par des installations de cogénération pourrait produire un minimum de 35 TWh. Nous reprenons les chiffres et les considérants de l'étude menée par le Réseau Sortir du nucléaire il y a 10 ans. Les chiffres retenus pourraient donc être revus à la hausse tant les techniques ont depuis évolué.

**TOTAL ÉNERGIES RENOUVELABLES + COGÉNÉRATION = 238,8 TWh.**

Et nous sommes loin d'avoir fait le tour de la diversité des renouvelables. Nous pourrions rajouter l'énergie de la mer : hydroliennes (10 TWh d'après EDF...), énergie houlomotrice et marémotrice, le micro-éolien, la méthanisation... Notre scénario se traduirait par l'installation de 150 à 200 éoliennes par département et de panneaux solaires sur 3,2% du bâti.

**L**e nucléaire est le mode principal de production d'électricité en France (75%). Ce choix vient de De Gaulle qui, après 1945, a voulu se doter de l'arme nucléaire. Or, pour fabriquer une bombe atomique, il faut du plutonium. Comme celui-ci est produit lors de la réaction nucléaire, pour en obtenir, il fallait lancer la construction de centrales nucléaires... et donc faire croire que c'était pour la production de l'électricité dont on a tous besoin. Le nucléaire civil est l'alibi présentable.

Aujourd'hui, le prestige du nucléaire est mis à mal : le risque permanent de catastrophes, la contamination radioactive, le gouffre financier, les conditions de travail dégradées, et maintenant le scandale d'une probable falsification des tests de sécurité de nombreuses pièces de l'EPR de Flamanville. Tous ces fléaux nous obligent à sortir rapidement du nucléaire.

Le NPA a élaboré un scénario pour sortir du nucléaire qui explique comment en finir avec le gaspillage et réduire la consommation électrique, préalable indispensable, qui prend en compte les besoins réels en électricité et le moyen de les satisfaire tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Des arguments qui lient les questions environnementales et les questions sociales, seule façon d'être antinucléaire.

Dossier réalisé par la Commission nationale écologie

## DÉFENDRE L'EMPLOI

*Actuellement, la situation provoque une baisse du coût du travail, fait exploser la précarité et la sous-traitance. La filière électronucléaire est aujourd'hui en grande difficulté...*

**U**ne des principales « variables d'ajustement » pour les nucléocrates est la diminution des effectifs. Un agent EDF sur deux partant à la retraite n'est pas remplacé. Dans les centrales, ce sont les personnes qui ont « démarré » le nucléaire qui partent, et les jeunes embauchés sont envoyés « au feu » avec très peu de formation. Les contrats précaires, l'intérim et la sous-traitance se développent massivement. 30 000 travailleurs extérieurs assurent aujourd'hui 80% des activités de maintenance des centrales. Cela accentue encore davantage l'exploitation des travailleurs et leur mise en danger. Et les moyens de contrôle et de protection sont insuffisants : prise de risques pour les mesures de radioactivité, stress permanent, concurrence entre les salariés... Notre scénario de sortie du nucléaire est favorable à l'emploi. Tout d'abord,

toutes les études convergent désormais pour démontrer qu'à investissement équivalent, on crée bien plus d'emplois durables dans le secteur des énergies renouvelables que dans le nucléaire. Ainsi l'Allemagne qui a déjà créé près de 400 000 emplois dans ce secteur. De plus, contrairement au nucléaire, le renouvelable est produit localement, entraînant donc naturellement un maillage territorial au niveau de l'emploi qui facilite la redynamisation de toutes les régions.

### Démanteler

De plus, il y a du travail pour plusieurs décennies dans le démantèlement des centrales qu'il faut arrêter. C'est à ce démantèlement et à la gestion des déchets que devra désormais être consacrée une bonne partie de l'énergie humaine. Un chantier gigantesque, indispensable à la survie de l'humanité, qui va devoir occuper les travailleurs, du manoeuvre au scientifique, pour réparer les erreurs du passé et la folie capitaliste. Pour effectuer le démantèlement des centrales dans de bonnes conditions, il faudra embaucher des travailleurs en CDI pour garantir une protection et une sécurité efficaces pour eux-mêmes et pour la population, cela

dans le cadre d'un véritable service public humain et sérieux, non soumis aux impératifs du marché.

### Renouveler

Enfin, le secteur des énergies renouvelables est créateur d'emplois. Même si nous divisons par deux les chiffres d'Engie qui parle de 20 emplois/MW installé dans l'éolien, de l'ADEME et d'EPIA qui parlent de 30 emplois/MW pour le solaire et de 60 000 emplois dans la filière bois énergie cogénération, on obtient encore 160 000 créations d'emplois dans le solaire, 540 000 dans l'éolien, 20 000 dans le chauffage au bois et la cogénération. Avec notre scénario, nous serons donc bien au-delà des 125 000 emplois actuels de la filière électronucléaire. D'autant que les autres sources énergétiques auxquelles nous faisons appel dans notre scénario seraient elles aussi massivement créatrices d'emplois. Ces embauches devront se faire dans le cadre d'un programme de formation pour intégrer les salariés qui le souhaitent soit dans la production d'énergies renouvelables, soit dans le démantèlement, avec une garantie du maintien de l'emploi, du statut et du salaire, au moment des fermetures des centrales.



# S **NUCLÉAIRE** DU

**en moins de 10 ans,  
c'est nécessaire...  
et possible!**

## UNE PRODUCTION SOCIALISÉE, UN VRAI SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

*Comme ses concurrents, Areva recherche une position de leader mondial sur l'ensemble de la filière nucléaire. La politique commerciale d'Areva commande la politique énergétique du gouvernement. EDF et ses usagerEs en assurent le coût du développement, le risque commercial... tous les risques en fait! Et bien entendu, le coût titanesque du démantèlement et de la gestion des déchets sera payé par les usagerEs...*

**L**e nucléaire est donc bien représentatif de la logique du système capitaliste, qui draine un maximum de profits dans le court terme pour les actionnaires, laissant durablement à la charge de la société toutes les conséquences sociales, économiques, environnementales et de santé des choix faits pour se tailler une place sur le marché. EDF, même lorsqu'elle était publique à 100%, s'est comportée comme une parfaite entreprise capitaliste, réalisant des investissements hasardeux, en Amérique latine par exemple. Ce sont les usagerEs qui ont assumé ses aventures financières : un vrai gâchis. Pour éponger ses dettes, EDF a dû utiliser une partie des fonds qui auraient pu être consacrés au démantèlement des centrales. La privatisation d'EDF et le maintien de la filière nucléaire offrent un des exemples les plus frappants

de socialisation des pertes et de privatisation des bénéfices. La satisfaction des besoins en électricité n'est pas soluble dans le marché.

### Pour un monopole public

Ce que le NPA propose, c'est un véritable monopole public de l'énergie, débarrassé de l'énergie nucléaire, cogéré par les salariéEs et les usagerEs, sans indemnités ni rachat. À commencer par une mise sous contrôle total d'Areva par ses salariéEs et ses usagerEs puisque cette entreprise d'État se comporte comme une multinationale privée sans scrupule, soutenant par exemple la dictature au Niger pour rester concurrentielle (l'actuel président du Niger siège au conseil d'administration d'Areva!).

Un tel monopole public devrait évoluer d'un mode de production hypercentralisé vers un maillage

énergétique sur l'ensemble du territoire, permettant aux populations de contrôler et de décider. Un tel monopole public aurait aussi pour mission de centraliser l'évaluation des potentiels d'économies énergétiques et de mise en place d'énergies renouvelables. Une coopération au niveau européen, allant dans le sens d'un monopole public européen, devrait par ailleurs permettre une mutualisation des productions d'éolien (dans la Manche et au sud de la France), de géothermie (dans le nord de l'Europe, de solaire dans le Sud...) afin d'assurer un approvisionnement constant.

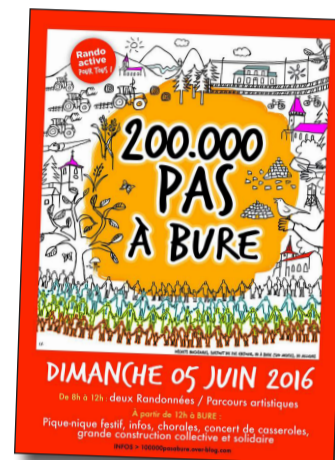
Enfin, le transfert gratuit de technologies des énergies renouvelables vers les pays du Sud, permettant un développement écologiquement viable, doit pouvoir être pris en charge par un monopole public.



## EN LUTTE(S)

*De nombreuses actions locales existent pour lutter contre le nucléaire et les grands projets inutiles que sont l'EPR de Flamanville dans la Manche et le centre d'enfouissement des déchets à Bure, dans la Meuse.*

### 5 JUIN: CONTRE CIGÉO À BURE, LE FUTUR DÉSASTRE MAJEUR DU NUCLÉAIRE



Le 17 mai dernier, c'est sans surprise que le Sénat a adopté à une très large majorité la proposition de loi précisant les modalités de création de Cigéo (centre industriel de stockage géologique), le futur centre d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure dans la Meuse, tentant ainsi d'accélérer le processus en cours.

La loi, habilement concoctée par Longuet et quelques autres sénateurs proches du site de Bure et de ses retombées économiques corruptrices, fait mine de proposer deux choses nouvelles. Tout d'abord la notion de réversibilité du stockage y est «précisée et renforcée». L'idée est de couper court aux arguments des opposantEs sur le caractère irrévocable de la démarche. Or, récupérer les déchets enfouis est une gageure technique et financière, comme l'attestent diverses catastrophes récentes à travers le monde. Et surtout, à quoi bon chercher une véritable solution pour l'élimination des déchets dès lors que l'enfouissement sera entamé? La seule vraie réversibilité est le maintien en surface près des lieux de production, tel que prôné par les opposantEs.

Ensuite, cette nouvelle loi de façade autorisera, si elle est votée par les députés, le lancement industriel de la méga-poubelle nucléaire en le faisant passer pour une énième phase de «recherche», baptisée «phase-pilote», ce qui permettra

également de faire avaler bien des pilules... «Aucun risque puisqu'on essaye d'abord pendant une phase de test!»

En fait, il s'agit d'un seul et même processus qu'ils font mine de saucissonner pour griller les étapes législatives. D'ailleurs, sur le terrain, les travaux préparatoires de fouille, de défrichage, de balisages, ont bel et bien débuté depuis plusieurs mois comme si l'autorisation était déjà donnée...

Et pourtant... EDF et Areva proche de la faillite ne pourront jamais financer Cigéo dont le coût est estimé à 35 milliards d'euros par l'ANDRA elle-même, et à beaucoup plus d'après l'Autorité de sûreté nucléaire... Nos décideurs reportent donc une dette pharaonique sur nos descendantEs, et se vantent au passage de responsabilité vis-à-vis de ceux-ci! La vérité, c'est que Cigéo est partagé en lots attribués aux grands groupes du BTP qui sont bien les seuls à se frotter les mains. Trois décennies d'opposition au projet, des montagnes de risques industriels, la condamnation du sous-sol, un désastre financier annoncé et la mort programmée de tout un territoire, tous les éluEs s'en foutent!

Les opposantEs appellent donc à une forte mobilisation dimanche 5 juin : «200000 pas à Bure». La manifestation se fera sur le tracé d'une ancienne voie ferrée que les nucléocrates envisagent de remettre en service pour les trains du nucléaire, et se conclura par un grand rassemblement festif et bruyant devant le «labo» de Bure.

### 1<sup>ER</sup> ET 2 OCTOBRE: CONTRE L'EPR DE FLAMANVILLE, TOUTES À CHERBOURG



De la même façon qu'à Bure, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre seront un moment fort de la bataille contre l'EPR de Flamanville. Nous porterons ce jour-là nos revendications dans une région marquée par l'empreinte nucléaire qui va être touchée par les suppressions d'emplois à la Hague. Nos propositions qui font le lien entre les questions sociales, économiques, techniques et environnementales ont toute leur place dans le débat. Le NPA sera présent et contribuera à développer les luttes antinucléaires de terrain qui n'ont rien à voir avec les promesses électorales bidons, loin des salons ministériels et des ententes électorales entre «petits amis politiques». Plus que jamais, intensifions la lutte contre le nucléaire.

## LOI TRAVAIL Tout bloquer pour que tout se débloque!



Les bloqueurs réunis... DR

Belle affluence au meeting de l'appel *On bloque tout!* organisé à la Bourse du travail de Paris au soir de la journée de mobilisation du 19 mai. Environ 200 personnes ont échangé sur la situation.

Une tribune fournie, avec des militantEs issus de secteurs en lutte et de différentes organisations syndicales (CGT, Solidaires, FSU, CNT, CNT-SO). La nécessité de bloquer l'économie pour gagner le retrait de la loi travail était évidemment au cœur des débats.

En ce qui concerne spécifiquement l'initiative *On bloque tout!*, elle évolue en même temps que la mobilisation s'ancre. D'appel, elle se transforme en collectif militant, non seulement en Île-de-France où un collectif d'animation se structure, mais aussi dans les régions, où des structures unitaires voient le jour sous ce sigle, comme à Nantes ou à Marseille. Sans concurrencer ou se substituer à d'autres initiatives de convergences interpros, c'est une des pistes de travail pour toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cet appel.

### Bloquer aussi la répression

Autres perspectives, continuer, bien sûr, à construire la grève dans nos différents secteurs, organiser leur convergence, s'inscrire dans les actions de blocage qui sont aujourd'hui une coordonnée essentielle de la mobilisation. La nouvelle du blocage des raffineries, tombée en plein meeting, a d'ailleurs provoqué l'enthousiasme de l'assistance.

En revanche, c'est la colère qui a accueilli celle de la perquisition contre le local de Solidaires à Rennes, la mise en garde à vue de militantEs de Solidaires Etudiant-e-s à Lille et à Rennes et l'incarcération en préventive d'Antoine, camarade de la CGT de Valenciennes. Autant de preuves supplémentaires que la répression est aussi une donnée fondamentale de la situation.

La soirée s'est conclue sur l'idée, avancée plusieurs fois dans le débat, d'unifier tout ce que la mobilisation compte de cadres de lutte : boîtes en grève, blocages, AG interpros, Nuit debout, appels divers... Bref, taper en même temps sur le même clou, c'est-à-dire ce gouvernement illégitime. **Eduard Gautier**

## LE HAVRE (76) Des blocages à la généralisation de la grève?

La mobilisation havraise contre la loi travail se distingue par son ampleur et les modalités d'action mises en œuvre.

Elle est le produit d'une situation économique et géographique particulière, d'un syndicalisme CGT historiquement implanté et combatif, et de la spécificité du secteur des ports et docks. Elle témoigne également de la conviction de nombreuses équipes militantes que l'intérêt collectif des travailleurs repose sur la recherche de l'unité la plus large possible dans la construction de la mobilisation et de la diffusion dans une large proportion de la population d'une certaine forme de conscience de classe.

### État des lieux

Coïncés entre les falaises et l'estuaire de la Seine, la zone industrialo-portuaire regroupe sur une vingtaine de kilomètres une grosse concentration de salariés et d'entreprises : quais à conteneurs et zones de transits, aéronautique (Aircelle), raffinerie (Total), BTP (Vinci), pétrochimie (Chevron), automobile (Renault), dépôts de carburant (Total et la CIM qui alimentent Roissy) et des myriades de boîtes de sous-traitance (dans la métallurgie notamment) produits de l'externalisation des activités des donneurs d'ordres. La Seine, la mer et les deux grands canaux font de cette zone une sorte d'île gigantesque connectées au réseau routier par une dizaine de ponts.

Si de nombreux secteurs constituent des déserts syndicaux (transitaires, logisticiens, transport routier, une partie de la sous-traitance), les organisations syndicales, et en particulier la CGT, restent bien implantées chez les donneurs d'ordres, mais aussi dans une partie de la sous-traitance. Les syndicats du port et des docks constituent, quant à



Le blocage reconduit! DR

eux, chacun dans leur registre des bastions syndicaux. Les capacités de mobilisation sont bien sûr inégales, mais elles sont toutes pensées depuis des années dans un cadre interpro et intersyndical.

### Les blocages commencent

Après les manifestations du 9 mars qui ont pris tout le monde de court par leur ampleur, la mobilisation étudiante et lycéenne a peine à prendre le relais, en particulier faute d'espace laissé à l'auto-organisation. Dans un contexte où la CGT était également très attentive à éviter tout débordement, c'est surtout la mobilisation du port et des docks qui a assuré la réussite des journées de mars. Dès le 31, à l'initiative des syndicats du port et des docks, d'une part, et des syndicats de la zone industrielle, d'autre part, la CGT a décidé avec le soutien de l'intersyndicale de se lancer dans des actions de blocages de la zone de l'agglomération et du port à une échelle jamais réalisée sur l'agglomération, paralysant tout le trafic et empêchant toute activité industrielle.

Les mobilisations du 28 avril et surtout de la semaine du 17 et 20 mai ont été l'occasion de monter encore d'un cran dans cette dynamique en bloquant la ville et la zone le 17 et en maintenant le bouclage

intégral de la zone et du port du 17 au 20 mai. Appuyé sur une grève de 72 heures des dockers et portuaires, sur des grèves de secteurs (routiers, métallurgie, pétrochimie, cheminot) et sur la coordination des équipes militantes de l'interpro, cette action a mis le patronat local à rude épreuve.

### Passer à la phase suivante

La chambre de commerce et d'industrie, drivée par Vianney de Chalus, petit-fils d'armateur et assureur dans le transport, le maire LR du Havre (bras droit de Juppé), et la CGPME, se sont déchaînés dans la presse locale, en appelant au gouvernement... Dont la réaction ne s'est pas fait attendre : expédition de deux compagnies supplémentaires de CRS et de GM.

Alors que la mobilisation tente de passer à la phase suivante depuis vendredi 20 mai et le vote de la grève à Total (voir interview en dernière page), des AG se tenaient sur les entreprises de la zone industrielle lundi 23 mai. Si à 30 km en amont, l'AG de la raffinerie Exxon a été empêchée par l'intervention de la police, d'autres ont pu se tenir, notamment sur le dépôt de la CIM qui a voté la grève illimitée à 95%. Avec en perspective la grève des cheminots, les ports et docks et des frémissements nets dans les services publics, il s'agit maintenant de passer à la phase suivante : la généralisation de la grève. Une AG interpro était programmée mardi 24 mai. Le mouvement est en phase ascendante, mais au Havre comme ailleurs, c'est le moment de généraliser la grève. **Correspondant**

## Piquet ambiance feux de bouées...

De 10 à 18 points de blocage pendant quatre jours sur l'agglomération, ça demande un peu de logistique. Chacun sa technique, et dans ce registre, le port est le plus armé : les camions grues amènent sur place bouées géantes, brochettes de pneus de camion sur support de traverse de chemin de fer, bobines de câble et palettes en quantités industrielles...



DR

Mais les blocages, c'est pas que du matos, c'est aussi une ambiance et un décor. Jeudi 19 mai, une seule solution pour atteindre le blocage du dépôt Total, passer juste en amont du pont de Normandie. Sur la bretelle de sortie, plots de chantier... et barrage de gendarmerie : « Où allez vous ? Soutenir le blocage ? Très bien vous pouvez passer... » Situation surréaliste pour nous mais aussi pour des gendarmes énervés par leur mission. Objectif : éviter les tensions à deux pas du dépôt. Arrivée sur place : barbecue, barnum, un chauffeur de poids lourd polonais rigole en parlant avec les mains. AG du piquet : reconduction à la grande majorité. Les bloqueurs se séparent : certains rentrent dormir un peu, les autres improvisent un match de foot. Des lycéens boivent des bières avec des salariés à peine plus âgés, ça dessine, ça peint des slogans à la bombe. Un peu plus tard dans la soirée, une sono est sortie et le rond-point se transforme en piste de danse au milieu des feux. C'est la troisième nuit sur le piquet, tout le monde est fatigué... mais la détermination est encore montée d'un cran!

## SAINT-DENIS (93) Pour répondre à la haine raciste, unité contre toutes les discriminations!

La dernière Une du Figaro magazine (ci-contre) associait Saint-Denis et Mollenbeek dans une même triste et stupide stigmatisation!

Suivait un dossier où étaient développés de façon grossière tous les ingrédients démontrant que Saint-Denis (la ville où se trouvent les tombeaux des rois de France, quand même!) est « livrée » à un communautarisme débridé, et sert de refuge aux intégristes de tout poil! C'est sans doute pour cela que l'État français s'est affranchi de ses responsabilités quant aux conséquences de l'assaut du Raid en novembre dernier : six mois plus tard, plus de trente familles n'ont toujours pas été relogées

et subissent toujours avec leurs enfants la précarité de l'hébergement d'urgence! Contrairement aux désirs réactionnaires du Figaro magazine – ranimer une guerre de religions? – la réalité est différente...

### Construire les solidarités

Eh oui! Saint-Denis est une ville populaire de 110 000 habitantEs, riche de la diversité de toutes les composantes de sa population. Eh non! Contrairement à ce que pourrait laisser penser la tribune publiée



DR

par la suite dans *Libération*, « Notre fierté de vivre à Saint-Denis », « une ville (...) où se croise le monde, (...) où le débat est possible, (...) avec ses excès et ses problèmes, (...) mais où la population se retrouve confraternellement »... Le caractère

populaire et confraternel n'est une donnée ni innée ni immuable.

Car, comme la majeure partie du 93, Saint-Denis est un territoire où les habitantEs subissent massivement inégalités et discriminations face à l'emploi, au logement, à l'école, à la justice et au droit, etc. Dès lors, le caractère populaire et confraternel se reconquiert et se construit quotidiennement dans les solidarités et les luttes contre toutes les discriminations, principalement contre le poison du racisme. Oublier cela, ce serait laisser le champ libre à toutes les démagogues, celle d'extrême droite comme celle des intégrismes religieux. **Correspondante**

AIR FRANCE

## Refuser la criminalisation de la lutte

Ce vendredi 27 mai à Bobigny, passeront en procès 16 salariés d'Air France qui, comme les Goodyear, sont visés par la criminalisation des grèves et des manifestations ouvrières.





# SNCF Une grève reconductible à la croisée des chemins

Depuis le 18 mai, les cheminotEs sont en grève. Ce fut le cas pour une durée de 48 heures (les 18 et 19 mai) à l'appel de la CGT, qui réitère sa stratégie de « grève rectangle » pour les 25 et 26 mai. SUD-Rail et FO appellent à la grève reconductible.

Nombreuses ont été le AG à se positionner pour un décret-socle avec comme base minimale le RH0077, ainsi que contre la loi travail. De manière large, les cheminotEs pense que la victoire passera par une grève reconductible, en lien avec le reste du mouvement ouvrier. Malgré la stratégie de la CGT qui déboussole nombre de nos collègues, l'envie d'en découdre est présente et la grève bien vivante.

## Cette semaine, rebondir

Cependant, cette reconductible est pour l'heure très minoritaire et significative uniquement en Île-de-France, ainsi qu'à Rouen. Pourtant petit à petit, la grève se structure : piquets de grève, tournées, prises de paroles, permanences, et bien sûr assemblées générales. Dans certains endroits comme à Paris-Est, l'activité des grévistes est importante, voire inédite. Une rencontre des cheminotEs d'Île-de-France a même eu lieu, rassemblant environ 70 cheminotEs grévistes. Désormais, alors que la mobilisation connaît un tassement et n'est réelle qu'en

## LIBÉRALISATION DU TRANSPORT FERROVIAIRE



Île-de-France, il faut l'étendre. Il faut donc se servir du climat instauré par les grèves et blocages dans les raffineries, qui donnent à beaucoup de collègues l'envie d'en découdre, alors qu'ils sont au travail... L'enjeu est de donner confiance aux collègues pour qu'ils soient convaincus que

c'est l'heure d'y aller, avec ou sans la CGT. Pour cela, la prochaine « grève rectangle » appelée par celle-ci, ainsi que la nouvelle journée intersyndicale de manifestations interprofessionnelles de ce jeudi 26 mai, doivent servir de tremplin.

Matthieu Chapuis

## BURE (MEUSE) Encore un tour de passe-passe

Réunie le mercredi 11 mai, la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable a examiné le rapport du sénateur Michel Raison et approuvé la proposition de loi Longuet / Cigéo (centre industriel de stockage géologique)...

Celle-ci précise les modalités de création d'une installation de stockage réversible en couche géologique profonde des déchets radioactifs de haute et moyenne activité à vie longue, afin de donner l'autorisation législative nécessaire à la poursuite du projet Cigéo à Bure. La commission a adopté les dispositions définissant la notion de réversibilité, intégrant une phase industrielle pilote, aménageant le dispositif de maîtrise foncière et ajustant le calendrier de mise en œuvre du projet.

Le texte définit la réversibilité comme « la capacité, pour les générations successives, à revenir sur des décisions prises lors de la mise en œuvre progressive d'un système de stockage ». La réversibilité du stockage n'est pas nécessairement synonyme de récupérabilité des colis de déchets, mais elle doit permettre à tout moment de pouvoir réévaluer les choix de gestion et de les adapter le cas échéant. Le dispositif prévoit par ailleurs que la mise en œuvre du principe de réversibilité fasse l'objet de

revues périodiques au moins tous les dix ans. On se sent tout de suite bien protégés!

### Passé sous silence...

L'expert indépendant, Bertrand Thuillier, a été auditionné et a apporté de très nombreux arguments en défaveur du projet Cigéo : risques industriels, risques d'explosion et d'incendies dus à la nature des déchets, etc. Des informations d'une très grande importance... mais qui n'apparaissent nulle part dans le rapport!

Une fois de plus, preuve est faite du mépris opposé à la parole citoyenne et à l'expertise indépendante, de la confiscation d'un débat impartial et pluriel digne de ce nom, et de la volonté d'expédier le dossier Cigéo au plus vite, cela afin de lancer une première tranche industrielle maquillée en « phase-pilote »...

Les opposantEs appellent donc à une forte mobilisation. TouTEs à Bure ce dimanche 5 juin pour les « 200 000 pas »!

Commission nationale écologie

## FORD BLANQUEFORT Et c'est pas fini!



Oui les salariéEs de Ford valent mieux que ça! DR

C'est après plusieurs débrayages, grèves et blocages de l'usine, dans un contexte de mobilisation contre la loi travail, que les dirigeants de Ford Europe se sont ramenés sur le site. Il faut dire que nous n'avions pas de nouvelles depuis plusieurs mois...

La dernière fois que nous les avons rencontrés, en décembre 2015, ils s'étaient engagés à faire une annonce avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre concernant un nouveau projet assurant de l'activité pour l'après-2018, date de fin des productions actuelles. Alors ils sont venus... mais pas en grande pompe, discrètement, sans prévenir les médias. Cela ne sentait pas la bonne nouvelle. De toute façon, nous n'avions aucune illusion. Depuis son retour sur le site, la politique de Ford est chaotique, hasardeuse, avec des investissements a minima, se traduisant par des faibles productions, une désorganisation et une dégradation des conditions de travail, des suppressions de postes, un personnel vieillissant, pas de recrutement... Cela sans oublier des pressions de la hiérarchie pour faire la chasse au temps perdu. Cette situation provoquait un mécontentement et même un certain ras-le-bol, en plus des inquiétudes sur notre avenir. Avec les trois syndicats ouvriers, après plusieurs actions réussies, nous avons appelé à une action à l'occasion de la venue des dirigeants, histoire de les recevoir dans les meilleures conditions... en leur mettant la pression.

### Reprendre la bataille

Ils sont donc venus pour nous « rassurer », plus précisément pour nous endormir car ils n'avaient rien à nous dire. En réalité, ils nous ont baratiné car tout reste hypothétique, avec un projet qui n'occuperait que très peu d'emplois. Dans les faits, on irait vers une usine avec moitié moins de salariéEs! La direction locale se dit emballée, mais pour les collègues, c'est bien la confirmation que Ford n'a aucune intention de préserver le site et ses emplois sur le long terme.

Du côté des salariéEs, il n'y a donc pas de déception mais comme une lassitude. La résignation est bien là. Avec une moyenne d'âge de 50 ans, beaucoup de collègues se disent que d'ici à quelques années, ils ne seront pas loin de la retraite. Les militants CGT défendent au contraire l'idée qu'il faut refuser la fatalité d'une fermeture à petit feu, qu'il y a une bataille à reprendre pour la défense des emplois. Il faut à nouveau trouver les moyens d'imposer à Ford d'investir, de respecter ses engagements de maintenir l'activité avec 1000 emplois au minimum. Cela suppose aussi de bousculer les pouvoirs publics et les élus locaux qui laissent faire la multinationale, après lui avoir donné des dizaines de millions d'euros. Chose pas évidente. En clair, on ne lâche pas, cherchant déjà des actions fortes pour les mois qui viennent. À suivre.

Philippe

Le 5 octobre dernier, après l'annonce par la direction d'un plan de 2900 suppressions de postes, une manifestation était organisée le jour de la tenue du CCE (comité central d'entreprise). Plus de 2500 salariéEs étaient rassemblés. Mais la direction s'était préparée: elle avait fermé les grilles d'accès au site et fait installer des caméras la veille et dans le plus grand secret (sans prévenir le CHSCT, alors que c'est obligatoire). Elle avait engagé des vigiles alors que l'immixtion d'une société de sécurité privée dans un conflit du travail est illégale. Elle avait même été jusqu'à modifier la configuration de la salle pour mettre ses dirigeants le plus près de la sortie! Les grilles fermées n'ont pas tenu très longtemps. Les salariéEs ont alors investi le CCE, comme souvent dans le passé,

avec pour objectif d'exprimer leur mécontentement aux dirigeants. Mais en entrant dans la salle, surprise: le PDG avait fichu le camp sans demander son reste. Et le DRH resté sur place, plutôt que de jouer son rôle et de s'adresser aux agents venus le rencontrer, a lui aussi cherché à s'enfuir, protégé par deux vigiles. Il s'en est suivi une bousculade, diffusée en direct à la télévision, qui fait deux victimes: deux chemises arrachées, celle du DRH et d'un autre cadre dirigeant... On voit l'inconséquence et la duplicité d'une direction qui a tout fait pour que les choses s'enveniment, espérant mettre de nouveau les pilotes en accusation et diviser le personnel. Le monde politique et patronal, Valls en tête, dénonçait de suite les « voyous » et regrettait que cela « ternisse l'image

de la France »... Mais à l'inverse, le monde du travail se marrait devant ces images d'un DRH torse nu qui chutait avant d'escalader péniblement une grille, toujours encadré par deux vigiles, redonnant alors des couleurs à un mouvement social atone en cet automne 2015.

### Stoppons la répression

La direction a depuis modéré ses suppressions de postes. Elle a aussi attribué une prime exceptionnelle, qui, avec l'intéressement, s'est montée à 1000 euros. Tout cela face au mécontentement des salariéEs et avec une intersyndicale sol/vol qui s'est finalement solidarisée avec les manifestantEs. Mais à quel prix! Quatre agents pris au hasard ont été licenciés. La direction a cherché à congédier un cinquième,

délégué du personnel, mais l'inspectrice du travail a logiquement refusé de valider le licenciement. Mais Air France a fait appel auprès de la direction du travail, dont on ne peut que craindre la décision qui sera forcément politique. Onze salariéEs du sol ont été sanctionnés pour avoir ouvert la grille, et deux pilotes pour avoir ouvert une porte... L'intersyndicale d'Air France appelle tous les salariéEs à être présents à Bobigny ce vendredi 27 mai, et la CGT, Sud et Alter appellent à la grève ce jour. D'autres entreprises devraient être présentes. À l'heure d'une répression policière et judiciaire féroce contre la mobilisation actuelle sur la loi travail et de la criminalisation du mouvement ouvrier, il faut y être très nombreux pour soutenir nos camarades.

Correspondants



## Les comités en action!

**Évry (91) Quand Valls se ridiculise «chez lui»!** Mercredi 18 mai, le Premier ministre Manuel Valls, en compagnie de trois autres ministres dont celle de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, était en visite à Évry pour inaugurer la «Fabrik», un local pour encourager les «projets des jeunes», dit la presse locale, 50 mètres carrés, pas plus, en centre-ville... et pour tenir un meeting pour défendre la loi travail. Valls avait choisi «sa» ville, dont il a été maire pendant plus de 11 ans pour ouvrir une série de «rencontres citoyennes» qu'il a programmées jusqu'à la fin août dans plusieurs villes du pays. Histoire sans doute de se tenir prêt si Hollande ne voulait plus ou était empêché pour une raison quelconque de se représenter à la présidentielle.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

Quelques jours auparavant, une réunion unitaire avait été appelée par Sud Poste 91. Solidaires, Parti de gauche, NPA, Front de gauche, Nuit debout, Attac et PCF y avaient décidé d'appeler d'une part à se rassembler devant la Maison des syndicats sur l'Agora d'Évry, comme l'avait proposé de son côté la CGT, puis à partir en manifestation dans les rues d'Évry, à proximité du meeting tenu en fin de soirée. 300 personnes se sont ainsi rassemblées, avec en plus des organisations ou associations déjà citées, des militantEs de la FSU, à la Bourse du travail de l'Agora. Et c'est toutEs ensemble que nous sommes ensuite partis en manifestation contre la loi El Khomri et le coup de force du 49-3. Le meeting était protégé par un important appareil policier, plusieurs centaines de CRS en robocops. Sans doute au moins un policier par manifestantE, et au total plus que les personnes présentes au meeting dont les participantEs avaient été triés sur le volet, un représentant du Front de gauche de Corbeil-Essonnes s'en voyant même interdire l'accès... Ce qui, le lendemain, a suscité ce titre amusant du journaliste chargé de faire le papier dans *le Parisien*: «On refuse du monde»... Rien en tout cas qui surprenne de la part de Valls chez les militantEs et les manifestantEs qui ont crié leur hostilité à son intention.

**Rouen (76) On agit et on réfléchit.** Jeudi 19 mai, au soir de la nouvelle journée de lutte contre la loi El Khomri, la section de Rouen du NPA avait invité les participantEs au mouvement à une réunion pour faire le point sur la lutte en cours, en tirer les enseignements, discuter des perspectives. Une trentaine de militantEs dont plus du tiers non-membres du NPA se sont donc retrouvés à notre local pour un débat introduit par notre camarade Marie-Hélène. Celle-ci est revenue sur les caractéristiques de ce mouvement qui, malgré l'intransigeance du gouvernement PS/Medef, les tentatives de division et la répression policière, parvient à s'ancre dans la durée. Elle a mis en relief les éléments nouveaux et positifs d'une mobilisation radicale, où des acteurs divers (syndicalistes, Nuit debout, jeunes) se retrouvent et apprennent à travailler ensemble. Elle a conclu sur l'importance d'une victoire du mouvement et sur le rôle, à son échelle du NPA comme parti utile à la mobilisation.

La discussion à laquelle participèrent membres et non-membres du NPA aborda de nombreux sujets: changement du climat social en quelques semaines, problèmes rencontrés pour élargir la mobilisation sur les lieux de travail, place de Nuit debout, perspectives politiques à offrir à ceux qui se mobilisent, menace de l'extrême droite et moyen de la combattre, enjeux de la loi travail, place du NPA et pourquoi le rejoindre... Le débat s'est poursuivi dans la soirée autour d'un buffet amical, et deux exemplaires de la réédition du livre de Daniel Bensaid *Stratégie et parti* ont été vendus.

**E**t ça commence lundi 16 mai à Pessac, dans la banlieue de Bordeaux, par la participation à une nouvelle action de blocage, cette fois devant une centrale d'achats en produits frais de Leclerc. Une centaine de personnes autour d'équipes de routiers CGT et FO, des jeunes, des intermittentEs, des syndicalistes... et Philippe. Des actions qui restent minoritaires, encore plus au fil des heures de la nuit, mais qui montrent qu'il est possible de ne pas se contenter des manifs, que faire des actions de blocage de l'économie, ça compte pour perturber le patronat. Ces opérations révèlent aussi le rôle des structures syndicales (fédérations, UD) qui n'aident en rien à la coordination, à mettre en lien les équipes militantes: aucun appel, aucun mail, rien n'est fait pour soutenir, pour construire le mouvement, pour par exemple mettre en lien les «bloqueurs» et les syndicats des entreprises bloquées.

Le lendemain, Philippe file sur Paris pour participer à la nouvelle mobilisation contre la loi travail. Au côté d'Olivier Besancenot, sa présence sur le point fixe tenu par le NPA reste appréciée. Échanges fraternels sur les suites à construire, les moyens de se mobiliser, etc.

### Grosse journée...

Jeudi 19 mai sera une journée chargée, avec la grève à Ford Blanquefort à l'occasion de la venue des dirigeants européens (cf. article en page 8-9). Une centaine de salariéEs étaient présents au rassemblement, dont une moitié en grève, et un mécontentement qui s'exprime. Mais pour

# Philippe Poutou en mode mobilisation(s)

De blocages en manifestations, de grève en actions, le candidat du NPA aura été sur plusieurs fronts, de Bordeaux à Paris...



Lundi matin, bon pied bon oeil... DR

pousser Ford à maintenir une activité réelle sur le site, il faudra retrouver un fort niveau de mobilisation, surtout que les pouvoirs publics, les élus locaux, laissent faire Ford qui n'a ainsi aucune contrainte...

Le soir même, Philippe a participé à Beautiran au blocage organisé par des routiers d'une plateforme de produits frais pour Carrefour (chacun son tour...). À peu nombreux, une quarantaine, le blocage tiendra jusqu'à 7 h 30 le lendemain matin... Et toujours beaucoup de discussions. D'abord avec les routiers en grève qui sont peu, déçus par la faible mobilisation, ne comprenant pas que leurs collègues

n'agissent pas, des échanges aussi sur leurs conditions de travail pénibles, qui se dégradent (plus de pressions, moins d'effectifs, plus de mépris, et toujours la rentabilité d'abord...). Puis avec des syndicalistes de l'UL CGT voisine.

### «On n'est pas fatigué!»

Vendredi 20 mai, Philippe a participé au «déménagement» organisé par la Coordination des intermittentEs et précaires de l'ancien lieu d'occupation, le TNBA (théâtre), vers Barbey (salle de spectacle). Un déménagement bien organisé, bien préparé, en mode opération secrète. L'équipe militante

est réduite mais déterminée, ces lieux d'occupation étant les rares lieux de rencontre, d'AG, car la Bourse du travail de Bordeaux est refusée à ces militantEs du mouvement...

Samedi 21 mai, dans le cadre de la marche mondiale contre Monsanto, plusieurs centaines de personnes et Philippe ont manifesté dans les rues de Bordeaux, notamment des jeunes de «On vaut mieux que ça». Des jeunes interrogatifs: comment renforcer la coordination et les liens entre militantEs de secteurs différents, comment trouver des actions pour renforcer le mouvement...

Et après cette semaine assez chargée, un week-end de repos bien mérité... à la Fête de l'Huma de Gironde. Un très bon accueil et des discussions fraternelles avec des militantEs PCF inquiets du débat dans le parti, un certain nombre refusant de choisir une nouvelle fois Mélenchon comme candidat, tout comme des primaires avec le PS, et revendiquant le retour à un PC ouvrier et plus radical... Le doute dominait, certains parlant même de voter NPA... Oui, pourquoi pas?

**CorrespondantEs**

## International

# Le Mouvement socialiste russe en congrès

Les 8 et 9 mai dernier se tenait à Moscou le sixième congrès du Mouvement socialiste russe. Il a débuté par les salutations des invités: des représentants de la «Plateforme ouvrière», l'Action socialiste de gauche, l'Université Solidarité, l'association Rainbow, la Confédération russe du travail. Le NPA y était aussi présent.

**O**nt pu participer au congrès des camarades de Yekaterinburg, Nijni Novgorod, Iaroslavl, Moscou et Saint-Petersbourg. Leurs rapports attestaient d'un renouveau d'activité du mouvement après une période difficile, reflet d'une situation politique marquée par une déliquescence de l'opposition à Poutine et de difficiles débats sur la question de l'Ukraine, sur fond d'une indifférence des milieux populaires aux prises avec la détérioration des conditions de travail et de vie liée à la crise économique. Le débat s'est d'abord centré autour de la résolution politique qui devait être la base de l'unité politique de

l'organisation, à partir d'une commune compréhension de l'état actuel de la politique intérieure et extérieure de Poutine, et de la dynamique des conflits au sein du régime lui-même et dans la société russe. Après une discussion et un certain nombre d'amendements, le document a été adopté. Des camarades ont toutefois souligné l'absence de conclusions tactiques et pratiques suffisamment claires.

### Processus de politisation

Aujourd'hui, le mouvement est essentiellement composé d'intellectuelEs, d'étudiantEs, d'artistes. L'influence sur ces milieux fait partie d'une politisation plus large: selon eux,



pour pouvoir unir différents secteurs du salariat, il faut conquérir une influence idéologique, en particulier parmi les syndicalistes avec lesquels le groupe est en contact. D'autres insistent aussi sur les questions liées à l'environnement, ainsi qu'à la lutte pour les droits. Ainsi le congrès a adopté une résolution de solidarité avec les prisonniers politiques.

La discussion sur l'attitude à avoir lors des élections à la Douma de septembre prochain, en particulier accorder ou non son soutien à des candidats indépendants du pouvoir, a été abordée, mais sans conclusion ni vote.

Une discussion spécifique a aussi été consacrée à la question de l'inégalité entre les sexes, «une question politique et sociale». Enfin, le congrès a pris une série de décisions pour que le mouvement organise mieux son travail avec un Conseil de coordination, ainsi qu'un comité de rédaction chargé du site du groupe<sup>1</sup>.

**Yvan Lemaître**

1- <http://anticapitalist.ru>

### Poitiers (86) La fête du NPA, plus que l'année dernière, moins que l'année prochaine!

La 4<sup>e</sup> fête du NPA de Poitiers s'est tenue vendredi 20 mai au soir. Plus de 80 personnes sont passées visionner le documentaire sur Marinaleda, ou écouter Miguel Segui de Podemos-Paris, débattre, boire un verre et manger un morceau, danser et chanter avec le groupe L'ouï blond?.

Après le visionnage de l'expérience andalouse de Marinaleda, Miguel Segui a rappelé le processus de construction de Podemos, les liens entre luttes sociales (mouvement des Indignés, mareas, etc.) et construction politique. Puis un débat a eu lieu, avec de multiples questions: comment prendre le

pouvoir? Quelles seraient les premières mesures prises par Podemos? Comment lutter contre



DR

l'institutionnalisation? Comment appréhender le rapport à la violence? Pour ou contre le tirage au sort, ou pour le contrôle démocratique des éluEs? Comment faire émerger des mouvements populaires qui remettent en cause le capitalisme? Indignés et Nuit debout, c'est pareil? Faut-il construire par en bas, via la lutte? Ou par en haut, par l'unité des appareils? Quel programme mettre en avant? Faut-il gagner les élections ou faire la révolution? Les deux?

Les militantEs du NPA sont très heureux de cette soirée qui participe à sa manière à renforcer le mouvement social et les idées anticapitalistes. L'essentiel de la soirée (vidéos et photos) sur [www.npa86.org](http://www.npa86.org)

Essai

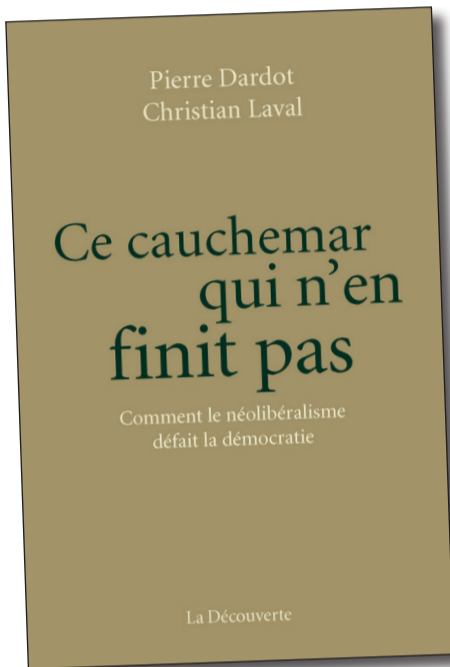
# Ce cauchemar qui n'en finit pas, Pierre Dardot et Christian Laval

La Découverte, 2016, 13,50 euros

Dans plusieurs ouvrages parus depuis la fin des années 2000, Pierre Dardot et Christian Laval explorent les ressorts du néolibéralisme, l'œuvre de Marx et les jalons d'une stratégie de dépassement du capitalisme. Dans ce dernier ouvrage, ils fournissent une analyse des différentes facettes et conséquences désastreuses du néolibéralisme, « ce cauchemar qui n'en finit pas » et détruit la démocratie, tout en explorant les ressorts de la nécessaire contre-offensive.

Les auteurs annoncent d'emblée qu'ils écrivent ce livre avec un sentiment d'urgence face à l'accélération des processus économiques et sécuritaires, faces indissociables d'une offensive contre la démocratie, démocratie qui ne se résume pas à une procédure électorale, mais consiste par essence dans le pouvoir du peuple. Il s'agit donc de reprendre l'initiative dans la guerre des classes afin de vaincre l'oligarchie et d'imposer la démocratie. Dardot et Laval décrivent avec talent les différentes facettes de la domination libérale. Ils soulignent comme essentielle la capacité du néolibéralisme à fabriquer un « imaginaire entrepreneurial », à apparaître comme porteur d'une promesse de liberté et de réussite à la portée de chaque individu. « Venez votre propre patron, roulez quand vous voulez avec Uber », énonce le site [www.uber.com](http://www.uber.com)...

**Les voies d'une contre-offensive**  
La gauche de gouvernement n'est pas l'innocente victime des marchés mais bien une composante du bloc oligarchique. Ce qui subsiste



de la vraie gauche doit, pour se reconstruire, ne pas se contenter de réagir aux effets du néolibéralisme mais le dénoncer comme forme de vie, reconstruire un autre imaginaire et ne pas tomber dans l'illusion de prôner le « retour de l'État ».

La contre-offensive a une dimension nationale et internationale. Elle suppose d'abord d'unifier des forces disparates en un « bloc démocratique » composé de forces politiques, syndicales, associatives, culturelles, etc. avec une plateforme commune et une nécessaire coordination des luttes au niveau international. Le livre de Dardot et Laval est une incitation pour les anticapitalistes et révolutionnaires à se ressaisir de leurs fondamentaux : le but est bien de construire une autre société, « une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous » comme le formule le *Manifeste communiste*. Il faut effectivement opposer à l'imaginaire néolibéral qui prétend que chacun est maître de son destin et peut s'en tirer, voire s'enrichir, un imaginaire alternatif qui s'élève jusqu'à la proposition d'une « forme de vie désirable », en d'autres termes véritablement humaine.

D'autres aspects de l'ouvrage sont plus problématiques (comme la critique sans nuances de la forme parti), mais, au total, il constitue une contribution stimulante à l'indispensable réflexion stratégique.  
**Henri Wilno**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44  
Fax : 01 49 28 52 43  
[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)  
[contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h,  
mardi au samedi :  
12 h – 20 h

Expositions

## « Apollinaire, le regard du poète »

Au musée de l'Orangerie (Paris) jusqu'au 18 juillet.

Cette exposition offre à partir du travail de critique d'art du poète un riche voyage au cœur de la révolution artistique qui explosa au début du 20<sup>e</sup> siècle. De 1902 jusqu'à sa mort en 1918, Guillaume Apollinaire vécut de ses poèmes et de critiques d'art dans des revues telles que *l'Intransigeant* ou *le Petit parisien*. Il participe à la vie artistique parisienne, se faisant le critique et l'expression des bouleversements en cours qui s'inscrivent dans les bouleversements scientifiques, économiques, sociaux de la première mondialisation. Il est proche des conceptions qui conduiront au surréalisme, veut rompre les conventions et les carcans, contre les interdits : « *L'art doit avoir pour fondement la sincérité de l'émotion et la spontanéité de l'expression.* » Dès 1907, sa relation avec la peintre Marie Laurencin lui permettra de rencontrer certains des artistes les plus novateurs de son temps : Picasso, Derain, Maurice de Vlaminck, Max Jacob ou encore le Douanier Rousseau, sans oublier Matisse ou Delaunay, Francis Picabia, les cubistes, les futuristes italiens (Gino Severini, Filippo Marinetti) ou Marcel Duchamp. Certaines de leurs œuvres jalonnent notre parcours du cubisme au surréalisme. Il repère très tôt Matisse, « *le fauve des fauves* », et entame une collaboration avec lui. En 1905, il noue avec Picasso une amitié profonde. Ce dernier laissera

de lui divers portraits, dont *Apollinaire blessé*, la tête bandée. Il est un « *homme-époque* », comme le qualifiait en 1916 Alberto Savinio, frère du peintre Giorgio de Chirico, auteur d'un célèbre portrait du poète aux lunettes noires. « *Homme-époque* » avec aussi ses confusions. Acteur d'une des plus radicales révolutions en art, quand éclatera la Première Guerre mondiale, cette bouche impériale, lui, l'apatride, se

laissera emporter dans un stupéfiant patriotisme, en contradiction avec son œuvre et ce que sera ensuite le surréalisme. Ce sera l'origine de sa rupture avec André Breton. Cette exposition est un beau tableau de l'effervescence révolutionnaire du début du siècle dernier, partie intégrante de l'effervescence sociale et intellectuelle qui allait changer le monde...  
**Yvan Lemaître**



Seydou Keïta est né vers 1921 à Bamako (à l'époque capitale du Soudan français). Il ne fréquente pas l'école, et dès l'âge de 7 ans, devient apprenti menuisier auprès de son père et de son oncle qui lui offre en 1935 son premier appareil photo, un petit Kodak Brownie. Au début du 20<sup>e</sup> siècle jusque dans les années 1930, on photographiait les Africains « *frontalement, non comme des personnes mais comme des sujets représentant soit une tribu, soit une catégorie de population.* » Pendant quatorze années, de 1948 à 1962, le photographe malien, lui, réalise des milliers de clichés de ses compatriotes et de gens venus du Sénégal ou de Guinée. Il photographiait en noir et blanc la beauté des femmes, les motifs et volutes du vêtement africain, les soyeux boubou et l'élégance du costume européen.

## Seydou Keïta

Au Grand Palais (Paris) jusqu'au 11 juillet 2016.



Cette exposition est la première rétrospective d'ampleur, et réunit un ensemble exceptionnel de près de 300 photographies, comprenant des tirages N&B modernes, formats 50 x 60 et 120 x 180, signés par Keïta ainsi que des tirages d'époque uniques. Entre modernité et tradition,

son œuvre témoigne des aspirations d'une société où commencent à germer les idées de liberté qui aboutiront à l'indépendance du pays en 1960. Seydou Keïta a ouvert une voie nouvelle qui « *s'affranchit des codes hérités de l'époque coloniale.* »  
**Milo**

Cinéma

## La Saison des femmes de Leena Yadav

Avec Tannishtha Chatterjee, Radhika Apte et Surveen Chawla. Sortie le mercredi 20 avril 2016.

Une formidable fable féministe tournée par une réalisatrice indienne. Une histoire de femmes ancrée dans la réalité sociale du Gujarat, un État excentré de l'ouest de l'Inde. Les mécanismes de la domination patriarcale qui minent le quotidien des femmes sont dénoncés par la mise en branle de la révolte, tout d'abord fragile puis de plus en plus dynamique de quatre femmes. Si les formes de cette révolte sont improbables, on est complètement embarqué par l'énergie et la beauté de ces femmes qui trouvent dans leur amitié, qui se transforme peu à peu en solidarité consciente, l'énergie et les armes de leur combat. Car ce que le film donne aussi à voir, c'est que toutes les formes de violences sociales (achat des femmes, parasitisme des hommes, viol légal – conjugal ou prostitué...) ou individuelles (violences conjugales, jalousies nourries de fainéantise et d'incompétences) perdurent tant que les femmes se font les courroies de transmission de ces violences qu'elles subissent. Toute l'histoire est menée avec des rebondissements : ce n'est pas une révolte linéaire, mais tâtonnante, pleine de doutes et d'interrogations, de pas en avant et de reculs, tels qu'on en connaît tant dans la vie. Et c'est ce qui rend vraiment jouissifs les actes libérateurs qu'elles réussissent à poser. À voir pour vibrer avec quatre femmes à la conquête d'elles-mêmes.  
**Cathy Billard**



Documentaire

## Les Maux du travail, de Michel Szempruch

Diffusion à partir du 31 mai 2016.

Ce film est l'aboutissement d'un an de travail en Rhône-Alpes, réunissant quatre syndicats (CGT, FSU, Solidaires, Unsa), l'association Repérages, ainsi que des sociologues et médecins du travail. Il s'agit, à partir d'un film documentaire, d'aider à sensibiliser les salariéEs, les militantEs, les citoyenEs sur les questions de santé au travail, de questionner les organisations du travail et les nouvelles méthodes de management en partant d'un scénario parodiant la série de science-fiction Star Trek. Flexibilité, compétitivité et excellence, ces mots font aujourd'hui partie du quotidien dans le monde du travail ; ces questions sont explorées en croisant témoignages, actualités ou archives pour les comprendre, les questionner. À travers des témoignages de salariéEs de divers secteurs, de chercheurs en sciences sociales, de médecins, ce film propose avec humour et ironie une analyse de l'organisation du travail actuelle et une critique du discours managérial. Il présente des clefs de compréhension de la situation dégradée de la santé des salariéEs. Il propose enfin des pistes d'action positives pour sortir d'un fatalisme paralysant. Identifier la violence pour mieux la combattre.  
**Catherine Segala**



DVD+brochure : 20 euros pour les particuliers ; 50 euros pour les CE / syndicats / associations. En vente à la librairie La Brèche ou auprès de l'association Repérages, ARTIS, 15, rue Abbé-Vincent, 38600 Fontaine. Tel : 04 76 25 51 10.

# « Les raffineurs ne veulent pas être soutenus moralement, mais soutenus de manière concrète, par la grève »

**Entretien.** En 1948 et en 1963, le charbon était au cœur de l'activité industrielle. En 2016, comme en 2010, avec le tout-bagnole, le tout-camion et le tout-car Macron, le pétrole est un élément essentiel de l'économie. C'est pourquoi Valls, Sapin et Cazeneuve prennent aujourd'hui les accents et enfilent les bottes de Jules Moch et de Sarkozy. « Chantage », « prise d'otage », on connaît le vocabulaire... Et pourquoi pas demain « terrorisme » et la réquisition jugée illégale par l'OIT ? Mais les raffineurs ne feront pas seuls reculer le gouvernement. C'est ce que vient de nous confier **Thierry Defresne, délégué syndical central CGT Total Raffinage Pétrochimie.**

**Peux-tu nous donner une idée de ce que représente la raffinerie de Normandie ?**

La raffinerie de Normandie est un site du groupe Total situé à Gonfreville-l'Orcher en Seine-Maritime. Elle date de 1933, et depuis le regroupement en 2011 de la raffinerie et du site pétrochimique, elle emploie 1700 salariés. Chaque année, la raffinerie de Normandie transforme 12 millions de tonnes de pétrole brut en produits de consommation courante (essences, gazoles, carburant pour avion, huiles, lubrifiants, etc.), ce qui représente 20% de la production nationale de produits pétroliers. Le site travaille en continu avec la moitié des salariés, postés, travaillant en 3x8. L'autre moitié de salariés, journaliers, travaille dans les services administratifs, les supports techniques, la maintenance. En plus des 1700 salariés « Total », 900 employés appartenant à des entreprises sous-traitantes sont présents sur le site. Ils assurent une partie de la maintenance des installations (mécanique, soudure, etc.). En termes de qualifications et d'organisation du travail, cela donne 200 ingénieurs et cadres, 300 ouvriers et 1200 techniciens et agents de maîtrise.

Syndicalement, la CGT y est majoritaire, même depuis le regroupement avec la pétrochimie (secteur dans lequel la CFDT est très présente), avec 33% des voix, en légère baisse par rapport aux élections précédentes où nous représentions 37%. SUD autour de 10% s'est curieusement rallié à la CFDT lors des dernières élections. La CGC est implantée chez les cadres bien sûr, mais aussi au 2<sup>e</sup> collège où la direction considère que les chefs de quart font partie de l'encadrement.

**Comment a démarré la mobilisation contre la loi travail ?**

Dans les raffineries, comme parmi les salariés, comme pour une majorité de la population, c'est le rejet de l'ensemble de la loi travail qui s'exprime. La colère est présente comme partout. La mobilisation des travailleurs du site s'inscrit dans le cadre de la forte mobilisation interprofessionnelle. Les raffineurs ne veulent pas être en première ligne de la mobilisation. Les barrages regroupent les salariés de nombreuses entreprises de la zone autour de Renault Sandouville. Sur les barrages, nous sommes obligés de tourner pour assurer les relèves de sécurité. C'est la mobilisation de l'interpro qui constitue le ciment de la lutte.

**Quelles conséquences de la loi travail redoutez-vous particulièrement ?**

La succession des lois Rebsamen, Macron, et maintenant cette loi travail incite les patrons à rouvrir des négociations pour remettre en cause des accords d'entreprises plus favorables.



Total n'est pas en reste. En vertu d'un accord interne sur la pénibilité, les personnels ayant plus de vingt-cinq ans d'ancienneté en travail posté ont la possibilité de prendre leur retraite dès 55 ans en étant payé par Total à 77%, y compris les primes, hors prime de quart. Les heures supplémentaires sont rémunérées au moins à 33%, et pour certaines jusqu'à 99%. Tout cela est dans le collimateur non seulement de Total, mais aussi de toutes les entreprises sous-traitantes. Beaucoup de salariés qui ont un salaire de base de 1200 euros, gagnent 2000 euros avec les heures supplémentaires et les primes de déplacement. Ils risquent de perdre 300 euros par mois. Cela explique la forte mobilisation des salariés de la sous-traitance au côté des « Total ».

**Où en est la mobilisation ?**

Ça a commencé en fait le jeudi 31 mars avec la journée nationale interpro, et depuis nous avons participé à toutes les journées nationales, avec des débrayages de 24 heures, des actions multiples comme les arrêts d'expéditions... Et aussi beaucoup de discussions avec les travailleurs, notamment à l'occasion des journées du 17 et du 24 avril qui ont permis d'aboutir aux propositions d'arrêt de la production de ces jours-ci. Ce qui est déterminant, c'est la mobilisation des salariés grévistes à l'intérieur du site. Les blocages avec les routiers et l'interpro ont provoqué de grosses perturbations dans la distribution des productions. Lors de la récente intervention des flics à 2 heures du matin, ils se sont trouvés assiégés autour du site, et cela n'a fait qu'amplifier le problème. Les barrages ont été levés... mais il n'y a personne sur le site en dehors des équipes de sécurité !

**Le rôle de l'interpro est donc essentiel ?**

Oui parce que la victoire dans cette lutte viendra de la mobilisation de

toutes et tous. Nous, on répète aux gens qui viennent spontanément sur les barrages en disant « On est avec vous » : « Mettez vous en grève car la grève par délégation, ça n'existe pas ». Il faut que chacun continue à travailler sur l'élargissement de la mobilisation sur l'ensemble de la loi travail. Il faut multiplier les actions. Il faut convaincre autour de nous, dans nos familles, de rejoindre l'action, de faire grève. Si chacun convainc une personne de son entourage, cela double le nombre de grévistes et ainsi suite... Les raffineurs ne veulent pas être soutenus moralement dans cette bataille, mais soutenus de manière concrète, par la grève.

**Quelle est la situation dans l'ensemble de filière ?**

Valls avait menacé de débloquer les sites de raffinage bloqué par les barrages de salariés de l'interpro, les routiers. Son action a eu pour résultat d'accroître la colère. Ainsi, Donges (en Loire-Atlantique) et Feyzin (en région lyonnaise) sont en processus d'arrêt. Grandpuits (en Seine-et-Marne) reconduit pour 72 heures. Sa position de site stratégique pour la région parisienne conduit les salariés à peser leurs décisions. Au bout du compte, la direction pourrait être amenée à arrêter la production pour des

raisons de sécurité. Et Dunkerque jusqu'à mardi. En PACA, la grève se construit en lien avec les mobilisations engagées par l'UD CGT Bouches-du-Rhône.

**Dans tes interventions revient le rôle de l'interpro et le refus de l'isolement. Des souvenirs du mouvement de 2010 ?**

En effet, depuis 2010, nous rencontrons des difficultés pour mobiliser sur des thèmes plus large que l'entreprise. Pourtant, malgré ce que l'on croit souvent, 2010 n'a pas été un échec complet. Nous avons obtenu des avancées en matière de départs anticipés liés à la pénibilité. Et, dans le cadre de la boîte, nous avons mené des bagarres importantes. En 2013, en 2015, nous avons fait plusieurs semaines de grèves, notamment à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO) contre des accords pourris signés par la CFDT et la CGC. Mais sur les sujets « nationaux », il y a une réticence des salariés à se retrouver en tête de mobilisation. Dans le cas de la lutte contre la loi travail, ils suivent de près la mobilisation dans le cadre de l'interpro. Ils nous font confiance pour ne pas nous isoler dans un jusqu'au-boutisme. Ils veulent savoir en permanence où on en est, où on va...

**Propos recueillis le week-end dernier par Robert Pelletier**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs



### ESCLAVES DÉTACHÉS.

Depuis 1996, les entreprises de l'Union européenne (UE)

peuvent faire appel aux salariés d'un autre État membre sous le statut de « travailleur détaché », aux conditions sociales du pays d'origine. Une aubaine pour les employeurs, qui peuvent faire venir des Polonais, des Bulgares ou des Roumains, pour des salaires bien moindres que ce qu'ils devraient payer à des Français, des Belges ou des Allemands. [...]

Piotr, un grutier de 60 ans [...] revient d'un chantier de quatre mois près d'Anvers, pour la construction d'une maison de retraite. « Une fois de plus, je me suis fait amahuer, déplore le grutier. Chaque mois, ils sous-estimaient le nombre d'heures travaillées. Sur le paiement des salaires, il faut toujours se battre. Et en fin de compte, on reçoit toujours moins que prévu. [...] Question logement, ça n'est pas mieux. « Il y avait des souris, des champignons sur les murs. » Qu'à cela ne tienne, son employeur, qui est toujours une entreprise polonaise, a réclamé 250 euros de loyer à Piotr et à ses collègues, qui devaient aussi payer leur transport vers le chantier. [...]

Sur l'un de ses derniers chantiers, Piotr n'avait même plus le statut de salarié détaché, mais celui de travailleur indépendant. Il a dû créer sa propre entreprise, enregistrée en Pologne, dont il est l'unique associé et employé. [...] « Les employeurs attirent les gens avec des annonces sur lesquelles ils promettent un emploi. Mais quand les travailleurs arrivent en Allemagne, ils leur disent "Si tu veux travailler pour moi, tu dois créer ta propre entreprise". Comme ça, ils ne paient aucune cotisation sociale. [...] Lorsqu'il travaille comme auto-entrepreneur, Piotr doit payer lui-même ses cotisations en Pologne. Pour seize euros de l'heure gagnés sur un chantier, il doit en reverser une bonne partie. Et là encore, il faut se battre pour se faire payer. « Il faut que j'envoie les factures, et que j'insiste, toujours. C'est beaucoup d'énergie. Alors parfois, je laisse tomber. »

« Salaire amputé, logement indécent et droits bafoués : bienvenue dans la vie d'un travailleur détaché », Rachel Knaebel, Bastamag, lundi 23 mai 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**10€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43222554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org